



1977

B.D.I.C

CHILE ~ AMERICA

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

EDITORIAL

LE MILITARISME LATINOAMERICAIN

LE SEMINAIRE DE BOULOGNE

DES ARMES POUR LA REPRESSION ET LE SOUS DEVELOPPEMENT, FABRIZIO BATISTELLI

NOTES POUR UNE AUTOCRITIQUE: LA GAUCHE CHILIENNE ET LES FORCES ARMEES, JORGE ARRATE

FASCISME ET COLONIALISME DANS LE CAS CHILIEN, JOSE ECHEVERRIA

SUPREMATIE MILITAIRE ET ALTERNATIVE DEMOCRATIQUE EN AMERIQUE LATINE, JOSE ANTONIO VIERA-GALLO

2^{ème} 1977
année n° 5

40 p 9355

Portal del Socialismo Chileno

Biblioteca Clodomiro Almeyda

CHILE-AMERICA

Publication périodique du
Centre d'Etudes et de Documentation
(Association Loi 1901, 4-VIII-77)

Directeur de la Publication: PHILIPPE FARINE
42, rue Liancourt
75014 Paris

Comité de Redaction: Bernardo LEIGHTON, Julio SILVA SOLAR,
Esteban TOMIC, Jose A. VIERA-GALLO

Il nous a paru indispensable de canaliser la voix des secteurs chrétiens et indépendants qui luttent contre la dictature de la Junte militaire chilienne. Le comité de redaction de cette publication est formé de personnes qui appartiennent à l'Unité Populaire ainsi que de personnes qui appartenant à la Démocratie Chrétienne condamnèrent dès le début le coup d'Etat contre le président Allende et le régime de force provenant de cette intervention. Nous ne voulons pas être une voix exclusive mais unitaire. Notre effort se joint à la grande tâche commune d'arracher le Chili à la dictature et de tracer la voie vers une démocratie plus forte et renouvelée qui rende aux chiliens, dans un niveau supérieur à celui du passé, la justice, la dignité et la liberté.

("Positions et Buts", idées exprimées dans le premier editorial)

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 120 F par an (6 numéros)

Adressez votre chèque
(bancaire ou postal)
à l'ordre de:

CHILE AMERICA
42, rue Liancourt
75014 Paris

Chile América

N° 5

LE MILITARISME LATINOAMERICAIN SEPT - OCT - NOV 1977

sommaire

EDITORIAL

PAGE

LE MILITARISME LATINOAMERICAIN

3

LE SEMINAIRE DE BOULOGNE

DES ARMES POUR LA REPRESSION ET LE DEVELOPPEMENT, FABRIZIO BATISTELLI

6

NOTES POUR UNE AUTOCRITIQUE: LA GAUCHE CHILIENNE ET LES FORCES ARMEES, JORGE ARRATE

16

FASCISME ET COLONIALISME DANS LE CAS CHILIEN, JOSE ECHEVERRIA

28

SUPREMATIE MILITAIRE ET ALTERNATIVE DEMOCRATIQUE EN AMERIQUE LATINE, JOSE ANTONIO VIERA-GALLO

48

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

Le sommaire

PAGE

3

LE MILITARISME LATINOAMÉRICAIN

6

DES ARMES POUR LA RÉPRESSION ET LE DÉVELOPPEMENT

18

NOTES POUR UNE ANTHOLOGIE LA GAUCHE CHILIENNE ET LES FORCES ARMÉES

28

FASCISME ET COLONIALISME DANS LE CAS CHILIEN

48

SUPRÉMATIE MILITAIRE ET ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

Editorial

LE MILITARISME LATINOAMERICAIN

Le phénomène militaire a fait tache d'huile dans la majorité des pays latinoaméricains.

Des nombreux gouvernements civils ont été renversés par la force, les institutions démocratiques ont été sapées à la base, les partis politiques illégalisés ou réduits à une vie fictive, les organisations syndicales et estudiantines réprimées, les universités mises sous contrôle militaire, les églises harcelées et les masses populaires contraintes de supporter l'implantation d'un modèle de développement où la concentration des revenus et l'appauvrissement qui s'ensuit sont la base du fonctionnement.

Tout cela au nom de la "sécurité nationale" et de la "lutte contre la subversion".

En fait, l'intervention directe des militaires dans la vie politique latinoaméricaine n'est pas récente. Ses origines se confondent avec l'histoire même de l'Amérique latine indépendante. Nombreux sont les vocables politiques employés tout au long de cette histoire pour désigner la participation militaire dans la politique: "caudillismo", "gorilismo"; "cuartelazo", "pronunciamiento", "golpe", etc.

Cependant, tous ceux qui se consacrent à l'étude des problèmes latinoaméricains sont d'accord pour affirmer que le militarisme, né avec le coup d'Etat de 1964 au Brésil, revêtit dès le départ une physionomie particulière qui le différencie profondément des expériences antérieures. Pour la première fois, à l'exception de quelques essais militaires en Argentine, les forces armées prirent le pouvoir en tant qu'institution, s'intégrant à l'appareil d'Etat, dans le but d'imposer un projet politique bien précis.

Le nouveau militarisme bouleverse la vie politique, l'Etat et la société toute entière, en essayant par la force de restructurer les rapports sociaux d'après les besoins du capitalisme international.

Pendant la dernière moitié des années 60 et la décennie actuelle, le nouveau militarisme trouve des appuis et des incitations autant au niveau national qu'au niveau international afin qu'il puisse devenir le trait dominant de la vie politique latinoaméricaine.

Un phénomène si général et permanent aurait été impossible si les forces armées ne s'étaient pas transformées parallèlement à partir de la deuxième Guerre Mondiale. Cette transformation est particulièrement notable dans les corps d'officiers. Lentement, grâce à l'influence nord-américaine et à l'évolution du cadre nationale et international, les buts des forces armées se transforment et leurs rapports avec le pouvoir civil s'en trouvent affectés.

tés. L'internationalisation de la mentalité militaire, encouragée par les divers organismes du Système Interaméricain de Défense ; altère l'image de marque de loyalisme des officiers approfondissant ainsi le fossé qui la sépare de la société.

"Chile-América" a ouvert largement ses pages à l'analyse du phénomène militaire au Chili et en Amérique latine, celui-ci étant un des éléments qui détermine la situation actuelle du continent. Nous partageons la conviction selon laquelle il existe, dans les cercles culturels latinoaméricains, un manque de connaissances et d'information. Si l'on ajoute la complexité du phénomène militariste, ses causes structurelles et celles liées aux politiques nationales et internationales, ses expressions secondes et son incidence dans la société et au niveau mondial, l'on doit forcément admettre l'urgence et la nécessité de promouvoir un sérieux débat scientifique et politique sur le sujet, capable de faire découvrir une réalité nouvelle et multiforme en vue d'envisager des options nouvelles pour l'avenir.

Le Séminaire sur "L'AMÉRIQUE LATINE SOUS L'HEGEMONIE MILITAIRE" fut organisé par la Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples, que préside le Sénateur Lelio Baso, dans la ville de Bologne, avec la coopération de la Mairie. Par sa diffusion "Chile-América" contribue à promouvoir le débat sur le militarisme latinoaméricain. Le problème n'est plus une préoccupation exclusive des latinoaméricains. Il attire aujourd'hui l'attention de tous ceux qui réfléchissent sur les événements internationaux.

La prolifération d'articles publiés dans un large éventail de revues nord-américaines, d'Europe occidentale et des pays socialistes, en est la preuve. En général, pour elles le militarisme apparaît comme un phénomène aux proportions continentales qui constitue une des réponses possibles (la plus autoritaire et régressive) à la crise qui touche le système capitaliste international. Les événements d'Amérique latine, avec leurs corollaires de violence et violation des droits de l'homme, sont un appel aux mouvements politiques et culturels qui agissent au niveau international. Le rendez-vous de Bologne, largement diffusé par la presse italienne, prouve bien l'intérêt qui soulève le problème.

Le Séminaire fut mené par des spécialistes européens et latinoaméricains et des personnalités des mouvements populaires de la région, pour la plupart aujourd'hui en exil. Les points de vue ne se rencontrèrent pas toujours. La diversité des origines politiques et culturelles des participants laissait prévoir diverses analyses. Cependant, le niveau du consensus fut considérable. Ceci montre qu'il peut exister des voies de convergence entre les forces populaires latinoaméricaines.

Les rapports communiqués déclenchèrent un débat nouveau. Les sujets abordés furent nombreux et soulevèrent l'intérêt général: la nature des régimes militaires, leurs causes historiques et structurelles, l'influence du contexte international, les contradictions internes des institutions militaires, la stratégie à appliquer par les forces populaires, l'incidence de la crise interne et internationale. L'accent fut mis sur la particularité

de chaque situation nationale (Brésil, Bolivie, Argentine, Uruguay, Pérou et Chili). Un intérêt spécial fut porté sur les études concernant le "modèle brésilien", ses contradictions et ses désajustements actuels (1), et sur le rapport de Jorge Arrate, membre de la direction du PS chilien, dans lequel il aborde sous une forme autocritique les relations de la gauche chilienne avec les militaires. D'autre part, divers travaux se penchèrent sur la problématique commune à tous les régimes militaires. Alain Joxe, par exemple, dans son rapport d'introduction et après une analyse des limites structurelles du "césarisme militaire nationaliste", fit apparaître quelques paramètres lui permettant de proposer une typologie des forces armées latinoaméricaines (1). Batistelli analysa l'importance du transfert d'armes et de l'aide militaire; et Viera-Gallo les éléments possibles d'une alternative politique au militarisme.

En publiant les rapports communiqués au Séminaire de Bologne il est entendu que Chile-América n'adhère pas à toutes les opinions et affirmations exprimées. Nous laissons la place à un débat ouvert, en espérant qu'il puisse servir l'analyse du militarisme. Le Séminaire mit en évidence la nécessité d'approfondir encore le sujet. Il a aussi montré qu'il faut dépasser les théorisations extrêmes qui ont démontré leur incapacité tout en apportant aux dictatures leur justification.

(1) A apparaître dans notre prochain numéro.

DES ARMES POUR LA REPRESSION ET LE SOUS DEVELOPPEMENT

Fabrizio BATTISTELLI
de l'Institut de Sociologie
de l'Université de Rome

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours il est possible de distinguer trois phases dans le commerce international des armes, dominé par le plus grand producteur mondial : les Etats Unis (Tableau N°1) Chacune de ces phases coexiste et se prolonge dans celle qui la suit.

De 1945 à 1967 le trafic d'armements s'est réalisé essentiellement sous la forme de notations gratuites : au cours de cette période les Etats Unis ont fait des donations d'armes à l'extérieur d'une valeur de 25 000 millions de dollars, alors que les ventes d'armes au cours de cette même période, n'ont pas atteint 1/10e de le chiffre. Ainsi que l'écrit un des principaux experts internationaux en armements "Avec l'arrivée au pouvoir en 1961 de Kennedy les objectifs des ventes militaires à l'extérieur changerent radicalement. Le Secrétaire de la Défense, R. S. MacNamara, qui cherchait à accroître les potentialités militaires conventionnelles du Pentagone, reconnaît que l'emploi à l'extérieur de troupes américaines (et les autres activités liées à la guerre dans le sud-est asiatique) avait contribué à l'augmentation constante du déficit de la balance des paiements (1) Ils exercèrent ainsi des pressions énergiques sur leurs alliés (en particulier européens) pour que s'effectuassent de fortes acquisitions d'armes nordaméricaines, pendant que par la croissante réticence du

Congrès à financer les dépenses militaires des alliés les plus pauvres, ceux qui furent obtenus à travers un mécanisme complexe d'emprunts, dans l'objectif de permettre également aux pays du Tiers Monde un accès limité aux armes nord-américaines. Le résultat de la nouvelle stratégie fut éloquent : entre 1961 et 1967 les ventes en armes des Etats Unis augmentèrent six fois, de 300 à 1 800 millions de dollars par an.

Il est important de souligner qu'entre 1962 et 1968 les ventes d'armes furent dirigées essentiellement vers les pays industrialisés (pour la valeur de 10 500 millions de dollars, contre un peu plus d'un milliard aux nations du Tiers Monde).

Face à l'offensive nordaméricaine, cependant, l'Europe occidentale et le Japon, craignant les effets de la dépendance technologique croissante de l'industrie de guerre américaine, entreprirent une restructuration de la production militaire, établissant les bases d'une autosuffisance partielle, et, très rapidement même, d'une concurrence avec les Etats Unis. Le marché d'armes du Tiers Monde acquérait ainsi une valeur nouvelle et décisive, au moment même où des tensions et des conflits régionaux stimulaient un réarmement généralisé, frénétique, et jusqu'à présent en plein développement. Les ventes nordaméricaines d'armes au Tiers Monde passèrent ainsi de 96 millions de dollars en 1965 à 1 000 millions en 1971.

Un autre tournant se produit, d'autre part, au début des années

70, dans la production et le trafic d'armements. Les pays du Tiers Monde ou plutôt les plus forts d'entre eux, refaisaient un itinéraire dans une certaine mesure analogue à celui que les pays d'Europe occidentale avaient suivi dans les années 50 par rapport aux Etats Unis et réalisaient une politique de production locale (sous licence) ainsi qu'une coproduction de matériel de guerre (tableau n° 2). Les raisons de ce choix sont diverses, outre celles d'ordre spécifiquement politique et stratégique-militaire, les critères adoptés sont de type financier (épargne de devises fortes pour des marchandises dont le coût est en augmentation croissante) et de développement économique et technologique (le prétendu rôle de multiplicateur keynésien de la production guerrière et effets positifs du "fall out" militaire sur l'industrie civile).

C'est ainsi que "parallèlement aux efforts nationaux fournis par les Etats périphériques pour produire des armements, au début sous licence et presque immédiatement avec des programmes propres, on assiste à l'internationalisation de la production d'armes de la part des entreprises de guerre métropolitaines avec la participation des pays en voie de développement (2)". Si les avantages des industries militaires des pays avancés sont également, évidents dans ce type de production, (utilisation de la force de travail à des salaires beaucoup plus bas que dans les métropoles, evasion aux restrictions en matière de commerce d'armements, accroissement des exportations pièces et équipements, etc...), les avantages des pays producteurs sous licence et de leur industrie sont beaucoup plus

aléatoires. Au niveau technologique, en effet, "l'extrême rapidité des progrès technologiques dans ce même secteur des armements a pour conséquence l'aggravation de la dépendance par rapport aux principaux producteurs d'armes des pays industrialisés" (3); au niveau politique à la dépendance qu'une remise d'armes (et la menace de son interruption) représente, se substitue une dépendance égale constituée par l'implantation (ou son éventuel arrêt) d'une ligne de production.

La Fin de la Guerre Froide et le Nouveau Modèle Américain pour l'Amérique Latine : Répression et Développement

L'esquisse de l'évolution de la production et du commerce international que nous avons délimité est indispensable pour une compréhension des tendances et contradictions qui caractérisent le phénomène en Amérique Latine. Cette région est passée par trois phases d'approvisionnement guerrier : pour toute la période de la guerre froide, la remise gratuite ou semi gratuite des excédents de la part du pays guide; jusqu'à la moitié des années 60 l'acquisition d'armes plus modernes de celui-ci et surtout des pays européens; dans la décade suivante la production sous la licence nordaméricaine et européenne (Tableau N° 3 et 4).

Une interprétation économiste des étapes du réarmement du Tiers Monde et de l'Amérique Latine en particulier comme simple évolution d'un processus objectif serait tout à fait erronée. Car, en ce qui concerne le réarmement, la dimension politique de la stratégie et les options mûries dans la métropole impérialiste sont toutes les deux décisives.

Le rôle réservé aux armées latino-américaines pendant toute la décennie des années 50 fut celui de contribuer à la "défense commune de l'hémisphère" contre les agressions externes. La doctrine de la guerre froide, continuation de l'alliance contre l'axe obtenue ou imposé aux pays Latino-américains pendant le conflit mondial, canalisait contre l'Union Soviétique l'appareil défensif de la région. "La menace la plus sérieuse pour la sécurité de l'hémisphère -affirmait encore en 1959 le Pentagone- provient d'actions de sous-marins dans la mer des Caraïbes et au large des côtes de l'Amérique du Sud" (4).

Mais c'est dans cette période qu'interviennent deux éléments qui modifient substantiellement le cadre stratégique dont l'Amérique Latine fait partie. Au niveau mondial, l'évolution des relations entre les Etats Unis et l'Union Soviétique, de la guerre froide à la coexistence pacifique et de celle-ci à la détente; au niveau régional la révolution cubaine est l'épave idéologique et stratégique que celle-ci insinua dans les côtes du géant impérialiste.

Une agression de la part de l'autre superpuissance au continent étant de moins en moins crédible, les nouveaux responsables de la politique nord américaine, voient dans la Cuba de Castro un point de référence politique et nucléaire pour le potentiel révolutionnaire qui n'a jamais été complètement étouffé. Au même temps l'existence physique d'une alternative anti-impérialiste dans la révolution cubaine amène à une analyse nouvelle et plus profonde de ce potentiel dont les origines sont identifiées au sous-développement de l'hémisphère méridional. Comme affirmait Mac Namara "la sécurité est développement et sans développement il n'y a pas de sécurité. Une nation en voie de développement qui ne se développe

pas de fait, ne peut être sûre.. Sans un développement interne, même d'un degré minimum, l'ordre et la stabilité sont impossibles" (5).

Le développement et la répression sont les deux directives à partir desquelles prends corps la nouvelle politique nord-américaine en Amérique Latine implantée par Kennedy et qui continue, sans changements qualitatifs jusqu'à nos jours, en dehors de l'importante croissance quantitative de la répression au détriment du développement.

Alors que pour le développement il a été proposé "l'Alliance pour le Progrès", pour la répression les armées locales sont déléguées, à travers un vaste champ d'hypothèses d'intervention, qui vont de la ligne "modérée" de "l'emprunt de ses capacités industrielles et technologiques aux programmes civils" (6), à la ligne dure et directe de la lutte "anti-insurrectionnelle" ou plus encore de la "contre-révolution préventive". La répression et le développement, loin d'être contradictoires entre eux, sont les pôles complémentaires de la politique nord-américaine en Amérique Latine. "Les objectifs de l'Alliance -affirme Mac Namara à propos de l'Alliance pour le Progrès- ne peuvent être atteints que dans un contexte de loi et d'ordre" (7). Si donc le développement est indispensable pour obtenir "l'ordre", pour obtenir le développement, "l'ordre" n'est pas moins indispensable.

Des corollaires précis au niveau stratégique et militaire découlent de ces prémisses politiques : "La probabilité radicalement réduite d'une invasion de la part d'une puissance non-américaine -affirmait à cette époque à mode d'euphémisme un observateur occidental- a conduit à minimiser le rôle de la défense externe des forces militaires d'Amérique Latine et à accentuer proportionnellement la sécurité interne" (8). Mac Namara, plus explicite, déclara

re que "notre objectif principal en Amérique Latine est d'aider, où cela s'avère nécessaire, le développement constant de forces militaires et paramilitaires capables de promouvoir, avec la police et d'autres forces la nécessaire sécurité interne...le programme d'aide pour l'année fiscale 1968 ne comprendra pas de tanks, d'avions de chasse ou des navires de combat. L'accent sera mis plutôt sur les véhicules et hélicoptères pour la mobilisation interne, en appareils pour les communications, de façon à mieux coordonner les forces de sécurité de la nation" (9). Le front guerrier étant transféré au front politique, modifie la fonction primaire des armées latinoaméricaines de la défense externe à la défense interne, la politique des armements suit aussi cette tendance. L'armée latinoaméricaine idéale (pour les Etats Unis) est dans cette période une armée aussi efficace au niveau répressif que peu ambitieuse au niveau guerrier. L'assistance militaire nord américaine à l'Amérique Latine tend aussi "à se concentrer dans l'équipement de petits détachements anti-insurrectionnels, aérotransportés, commandos, commandos de jungle et de "marines". Toutefois dans la seconde moitié des années 60, les forces aériennes latinoaméricaines sont parmi les rares dans le monde qui se servent régulièrement d'avions et d'équipements qui furent utilisés pour la première fois durant la Seconde Guerre Mondiale". (10)

Deux phénomènes imprévus vont toutefois modifier et perturber de manière significative la politique nord américaine de recours à l'armée pour la répression et pour le développement en Amérique Latine. Le premier et le plus important est le poids croissant des militaires dans la

vie politique des Etats Latino-américains. Les armées latino-américains, sollicitées à intervenir par la constante pression **de l'impérialisme** nordaméricain, ce qui va aboutir à des pressions internes analogues et s'encadre dans une large et complexe tradition historique, vers la moitié des années 60, jouent un rôle déterminant quant aux équilibres sociaux et politiques des divers pays, qui vont de la répression à la guérilla, en étroite liaison avec les forces spéciales nordaméricaines (Bolivie, 1967) jusqu'à l'intervention directe et définitive du coup d'état (phase inaugurée par le Brésil, 1964) (11).

Il est difficile de soutenir que le renversement de régimes constitutionnels et l'installation de dictatures militaires dans les pays menacés par la "subversion communiste" furent des succès inespérés et sans participation de la part des Etats Unis. "Le rôle essentiel des militaires latinoaméricains comme force stabilisatrice, anticipait Mac Namara en 1964, dépasse tout risque couru par l'assistance militaire accordée pour des fins de sécurité interne" (12).

Ce que, par **contre** en évoquant le démon militariste, les apprentis sorciers du Pentagon n'avaient probablement pas prévu est une seconde conséquence (plus spécifique) liée à l'importance politique des militaires latinoaméricains: la course aux armements. Arbitraires et souvent détenteurs absolus du pouvoir, les militaires du sous continent non seulement ne limitent pas leurs ambitions à la sphère politique, sociale et économique, mais encore les étendent à la sphère spécifiquement militaire. Détournant des financements, du matériel, et l'entraînement des armées latinoaméricaines vers la défense interne, le Pentagone y avait indu les fonctions externes en particulier en ce qui concerne

les armements modernes, considérés non seulement inutiles mais encore préjudiciables à la sécurité des divers pays, pour le moins dans l'acception nordaméricaine du terme. Les politiciens nordaméricains étaient "restés perplexes devant la non acceptation par la majorité des responsables militaires d'Amérique Latine, de cette tactique de Washington". Si effectivement les forces locales étaient disposées à offrir un appui inconditionnel aux opérations anti-guérilla, "Washington n'avait jamais réussi à éliminer le point de vue traditionnel selon lequel la défense contre une éventuelle attaque extérieure était la mission première des armées d'Amérique Latine" (13).

Une identification avec les objectifs de la puissance hégémonique ne peut être intégralement acceptée, dans les forces armées dépendantes stratégiquement et politiquement appartenant à des pays dépendants économiquement. Cette identification intégrale signifierait en effet la renonciation définitive à l'essence même de la fonction militaire au niveau psychologique, sociologique et professionnel de la fonction militaire. Les responsables politiques des Etats Unis ne se rendaient pas compte, évidemment, qu'ils pouvaient demander beaucoup de choses aux militaires réactionnaires et à leurs "épées vierges" (14), excepté d'admettre de ne plus être militaires.

La contradiction prends corps et explose au milieu des années 60. La génération d'armements qui dataient du conflit mondial et de la guerre de Corée étaient déjà épuisés: les forces armées latinoaméricaines (et pas seulement celles

qui jouissent des rapports de force les plus favorables, mais encore de celles qui se proclament constitutionnelles et subordonnées au pouvoir politique) pressonnaient pour un renouvellement du système des armements (15).

La crise éclate en 1965. Le Pérou essaye de substituer le vieux F 86 par un avion moderne, de préférence le FSA nordaméricain. Les Etats Unis refusent; le Pérou se dirige alors à la France, qui lui concède un crédit pour l'acquisition du Mirage V. La vingtaine d'années d'hégémonie des Etats Unis est rompue: l'initiative pérouvienne est le signe d'une course régionale au réarmement, ayant par principal interlocuteur l'Europe, laquelle juste à cette période, rentre dans une phase de restructuration de la production et de l'exportation des armes. De cette manière, entre 1968 et 1972, les ventes européennes d'armement à l'Amérique Latine dépassent 1 200 000 millions de dollars, alors que les ventes nordaméricaines représentent seulement 335 millions de dollars.

Aux Etats Unis le "shock" est grand. Les réactions sont de deux types. Avant tout les réactions "éthiques" du Congrès qui voyait dans le réarmement des pays latinoaméricains la défaite et la déviation du développement des énergies locales (et des aides économiques nordaméricaines) adopte des restrictions ultérieures aux exportations d'armes dans le sous continent (limitation des aides militaires à l'Amérique Latine, avec le Foreign Military Sales Act de 1968 à 100 millions de dollars annuels). S'opposant à la réaction précédente, manifeste la réaction "pragmatique" du lobby politico-industriel lié à la défense qui agite le péril, soit de l'affaiblissement de la présence politique nordaméricaine dans la région, soit de "l'abandon" d'un marché traditionnellement

considéré monopole américain. L'"intromission" dans ce marché non seulement des alliés européens, mais encore de l'URSS (tanks et avions pour le Pérou) donne à la campagne du lobby des tons de guerre froide. Les déclarations du gouverneur de l'Etat de New York, Rockefeller, de retour d'un voyage en Amérique Latine, quoique plus incisives et caractérisées par des accents critiques envers la politique nordaméricaine antérieure, vont dans la même direction: "les Etats Unis doivent admettre plus franchement que pour les militaires des autres nations américaines, bien qu'ils reconnaissent les problèmes de sécurité interne, ceux-ci ne constituent cependant pas leur unique tâche et leur unique responsabilité. Ils reconnaissent le rôle traditionnel de l'institution militaire dans la défense du territoire national et possèdent un orgueil professionnel compréhensible, qui crée de compréhensibles aspirations à un armement moderne... Le résultat de tout ceci est la désillusion des autres nations américaines quand les Etats Unis refusent de vendre des armements modernes" (16).

L'oscillation entre ces deux lignes, qui sont de plus les deux éléments constitutifs de la culture nordaméricaine, celle du scrupule puritain (développement économique, défense des droits de l'homme) et des préoccupations pragmatiques (realpolitik et business) caractérisent, sans se définir entièrement pour une option, la politique nordaméricaine jusqu'à nos jours. Si de fait en 1973 Nixon a suspendu les restrictions sur les exportations d'armements faites à des pays en voie de développement, pour consentir la vente des F- 5E à cinq pays latinoaméricains et si en 1974 la Commis-

sion des Relations Extérieures de la Chambre s'est prononcée pour l'abolition des limites aux ventes à crédit à l'Amérique Latine, sous l'administration Carter, le problème s'est reposé de manière éclatante. Au début de 1977, en effet, le State Department a envoyé au Congrès un mémorandum dans lequel il est proposé de réduire les aides militaires à l'Argentine et à l'Uruguay à cause de l'utilisation répressive faite de ces aides à l'intérieur de ces deux pays. Le Brésil peut être considéré inclus, même s'il n'a pas été officiellement mentionné; il a annoncé formellement de même que l'Argentine et l'Uruguay, sa volonté de renonciation aux aides militaires nordaméricaines et de se diriger vers l'Europe, pour son propre approvisionnement guerrier.

L'Europe et le Marché des Armes

La prise de position du Brésil depuis longtemps le plus fidèle allié des Etats Unis dans l'hémisphère va conclure une phase de conflit dont l'objet essentiel est l'accord de Juin 1975 stipulé avec la République Fédérale Allemande pour la construction d'usines pour "l'exploitation pacifique" de l'énergie nucléaire.

"Jamais une affaire aussi vaste n'avait été conclue auparavant dans le domaine nucléaire", remarque le SIPRI. Le contrat allemanno-brésilien comprenant, de fait, l'extraction de l'uranium, la production de ses composés, et son enrichissement; la construction de huit puissants reacteurs nucléaires; la fabrication d'éléments de combustible, le non traitement de combustibles irradiés (17). Préoccupant par sa capacité technologique (utilisable pour la construction d'armes nucléaires) que l'accord consent au Brésil, ceci n'est pas moins inquiétant

par la perspective de collaboration militaire, sans parler de l'aide économique financière qu'offre la RFA elle-même. De plus on ne doit pas oublier que la RFA avait déjà contribué au développement nucléaire de l'Argentine lors de l'accord de 1968 pour la construction de la centrale nucléaire d'Atucha, qui bien qu'à des fins d'utilisation pacifique, constitue une violation de la loi N° 25 du Conseil Allié de Contrôle, qui interdit à l'Allemagne la recherche atomique. (18).

Ce problème est aussi celui du rôle de l'Europe dans le réarmement des pays latino-américains. Le fait est que ceux-ci achètent aujourd'hui plus d'armes à l'Europe non parce qu'ils en acquèrent moins des Etats Unis mais parce qu'ils acquèrent beaucoup plus en termes absolus (Tableau N°5). Bien que d'apparence banale cette constatation dément les récriminations du complexe militaire industriel nordaméricain sur le "marché perdu" de l'hémisphère Sud. Tout d'abord des secteurs entiers des Forces Armées, comme la Marine, ont toujours eu des relations intenses avec les pays européens. (Grande Bretagne, Italie, Espagne, Portugal) autant et plus qu'avec les Etats Unis; il n'est donc pas surprenant que dans une phase de réarmement, les marines latino-américaines se dirigent à ces associés. Mais en général, fait remarquer Klare, "si Washington avait vendu la plus grande partie des armes acquises par l'Amérique Latine dans la période de la post-guerre, il n'a vendu AUCUNE arme moderne pendant cette période (à l'exception de quelques bateaux de guerre)... L'Amérique Latine a presque toujours acheté les armements européens récemment construits" (19).

L'historicité et la continuité de l'assistance et de l'approvisionnement de matériel de guerre européen à l'Amérique Latine n'atténuent cependant pas mais au contraire soulignent, les responsabilités politiques des pays de l'Europe Occidentale.

Si la diversification des armements est dans une certaine mesure un objet compréhensible et légitime (au moins jusqu'à ce que la défense armée soit un élément constitutif des équilibres internationaux) et semble de toute manière une tendance irréversible des pays latino-américains, il est peu probable qu'une émancipation nationale et sociale de ces pays passe au moyen de la simple substitution d'une hégémonie par une autre. D'autre part, l'expansion sur le marché du matériel de guerre du Tiers Monde, et de l'Amérique Latine en particulier, des puissances ex coloniales (Grande Bretagne, France) et des nouveaux capitalismes qui émergent (Allemagne, Japon) sont le résultat évident de la faveur croissante accordée par ces nations à l'industrie d'armement.

Finalement, l'Italie aussi se présente dans les années 70 (ou se représente après 15 ans d'absence) sur le marché mondial d'armement, cherchant sur ce terrain une issue à la crise économique et une compensation au déficit de la balance des paiements. L'Amérique Latine est, par tradition, un terrain privilégié des exportations italiennes en matériel stratégique et, phénomène lui aussi traditionnel, les armements navals constituent la grande partie des produits exportés. Sous l'impulsion de la loi de financement extraordinaire à la Marine (1 milliard de lires en dix ans, à partir de 1975) (20), l'industrie navale italienne est parvenue sans compter les petites demandes à des accords pour la production et la coproduction

de quatre frégates pour le Pérou et six pour le Venezuela, toutes dotées d'armements et d'équipements italiens pour une valeur totale de presque 600 000 millions de livres. Le sort des produits aéronautiques n'a pas été des moindres, et en particulier le jet d'entraînement et de contre guerrilla MB-326 GB de la Macchi, dont 112 exemplaires ont été vendus au Brésil dont 80 construits sous licence (trois autres MB 326 ont été acquis par l'Argentine; ce pays a d'autre part commandé trois Fiat G 222 de transport). (Tableau N°6).

Les problèmes et les options, que notre pays et les autres pays européens ont à faire face sont donc de deux ordres : économique, le premier, politique le second. Dans le milieu économique, le danger de l'option belliqueuse apparaît dans toute son évidence quand on évalue la dépendance accentuée de cette production du marché externe (et donc de ses fluctuations) et, en même temps, les difficultés que rencontre toute tentative de reconversion de cette industrie à d'autres fins que des fins militaires. (21).

Mais ce qui est clair, de façon explicite et définitive c'est la valeur politique de la production et de l'exportation d'armes. Malgré ce qu'en disent les fabricants de canons, privés et d'état peu importe, on ne peut jamais perdre de vue la spécificité et la nature paradoxale de ce type de marchandise, non pas faite pour être consommée, mais pour consommer et détruire, et donc utilisable (et utilisée) par certains contre d'autres. Dévoiler les buts des uns et des autres, exiger des informations et des garanties sur la destination de contenance stratégique ou de répression interne, de défense ou d'agression du matériel de guerre, est

l'objectif minimum que doivent se fixer les forces démocratiques italiennes ou européennes. Le prétexte même d'une fonction (le trafic d'armes) qui, non exercée par nous, d'autres réaliseraient à notre place, peut être surmonté par un accord international (par exemple CEE) qui est nécessaire et possible de poursuivre. Dans le cas contraire, les armes produites dans les métropoles capitalistes continueront à être l'instrument de l'expansion violente des sous impérialismes régionaux et de l'oppression des peuples; tandis que dans les métropoles elles mêmes les armes consolideront une tendance dont les succès tragiques ont été subis au moins deux fois dans l'histoire contemporaine.

NOTES

(1) M. KLARE, Arm Now, Pay Later, The U.S. Military Apparatus, "Nacla Handbook", août 1972, pp 64. Klare est l'auteur de l'oeuvre fondamentale War Without End: American Planning for the next Vietnams, New York, 1962.

(2) U. ALBRECHT, D. ERNST, P. LOCK, H. WULF, Des armes pour les pays en développement, "Revue internationale des sciences sociales", vol. XXVIII (1976), N.2 pp 357.

(3) U. ULBRECHT et al., Des armes.. cit., p. 358.

(4) U.S. Congress, House, Committee on Appropriations, Mutual Security Appropriations for 1960, Hearings 86th Cong., 1st Sess., 1959, p. 736 cit. en M. KLARE, La politica della vendita delle armi degli Stati Uniti in America Latina, Tribunal Russell II, Roma, 1976

(5) R.S. McNAMARA, The Essence of Security, New York, 1968, pp 149, cit. *ivi*.

(6) M. KLARE, La politica... cit., p 10 L'Amérique Latine, parmi les régions sous influence nordaméricaine, expérimente en premier lieu, sous la forme d'attribution aux militaires des tâches de "défense interne" la ligne stratégique qui, sous le nom de la doctrine Nixon, inspirera postérieurement le "renforcement" des armées locales ("Vietnamisation" en alternative à l'intervention nordaméricaine.

(7) U.S. Congress, House, Committee on Appropriations, Foreign Operat, Appropriations for 1964, Hearings, 88th Congress 1st. Sess. Part II p 84 cit en M. KLARE, Coming the Generals, "Nacla Handbook"

(8) D. WOOD, Armed Forces in Central and South America, Iss Adelphi Paper London, 1967, p 3.

(9) U.S. Congress, House, Committee on Foreign Affairs Foreign Assistance Act of 1967 Hearings, 90th Cong. 1st Sess. 1967, pp 117-118, cit, en M. KLARE, La politica...

(10) D. WOOD Armed Forced... cit., p 5

(11) la nouvelle politisation des armées latinoaméricaines dans les années 60 n'exclut pas toutefois, chez certains militaires et dans certains secteurs de l'armée, une radicalisation à gauche. L'exemple le plus importante (et contradictoire) c'est le cas pérouvien. Pour un de vue officiel, précédent la destitution du général Velasco Alvarado et les symptômes d'involution politique, cf. AAVV Fuerzas Armadas y Democracia en Peru, Roma, 1975.

(12) U.S. Congress, Foreign Operations Appropriations for 1964, cit, p 64. L'appui des dictatures "amies" sera postérieurement codifié par la "doctrine Mann" au nom du secrétaire adjoint aux affaires interaméricaines sur la démocratie guidée; cf, G.PASQUINI, La dura legge di un sistema di dominazione, "Politica internazionale", 1974 N°6.

(13) M. KLARE, La politica... p 11.

(14) La définition caustique qui synthétise avec efficacité la condition paradoxale de la plupart des militaires latino-américains est d'un démocrate argentin: cf, A. LIVI, Dietro i generali cileni "Paese sera" 26.10 1973.

(15) Le cas de l'armée chilienne est représentatif, celui-ci pour la première fois depuis 1932, précisément à cause du problème des armements niés et

de plus pour des raisons économiques il fait peser sa menace en 1969 contre le démocrate chrétien Frei (Tacnazo et cas Viaux).

(16) N.A. ROCKEFELLER, Quality of Life in the Americas, "Department of State Bulletin", Washington, 1969, p 516 cit. en M. KLARE, La politica...

(17) Nous utilisons ici la traduction de World Armaments and Disarmament SIPRI Yearbook 1976 sous la direction de G.L. DEVOTO, Le molte vie del riarmo, "Politica Internazionale", 1977 N 1 p 51. Voir aussi W. EPSTEIN, Nuclear Proliferation in the Third World, "Journal of Politic Affairs", 1975, vol 29, N 2.

(18) Cfr. Una Contribucion al rearme aleman, "Panorama económico latinoamericano", 1969, N 315.

(19) M. KLARE, La politica... cit. p 19. Pour corroborer cette affirmation KLARE cite une étude remarquable de la Rand Corporation, L. Einaudi, et al. Arms Transfers to Latin America: Towards a Policy of Mutual Respect, Santa Monica 1973.

(20) Les importantes ventes extérieures (Pérou, Venezuela et autres) obtenues par l'industrie italienne dans le prolongement des plus grandes ventes nationales qui découlent de l'application de la loi promotionnelle pour la Marine, sont un exemple vivant et palpable des effets inductifs de la fiabilité et de plus grande possibilité d'exportation décrits antérieurement, EFIM Ammodernamento dei mezzi e sistemi di difesa e sua correlazione con lo sviluppo dell'industria, dell'occupazione e delle esportazioni, sl..., 1976 p V la dichiara-

tion de l'EFIM peut se considérer avec justesse le "manifesto" du complexe militaro-industriel italien naissant.

(21) Le cas français est significatif. Voir J. DEMALGENT, Nationalisation et reconversion de l'industrie de l'armement, thèse en cours, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

NOTES POUR UNE AUTOCRITIQUE : LA GAUCHE CHILIENNE ET

LES FORCES ARMEES

Jorge ARRATE

La présence militaire dans les gouvernements latino-américains n'est pas un phénomène nouveau dans la vie du continent. La dictature militaire a une longue tradition dans beaucoup de nos pays, jusqu'au point de faire des gouvernements civils des épisodes avec un caractère tout à fait exceptionnel. Le dictateur latino-américain avec un uniforme superbe et porteur de nombreuses décorations, constitue un archétype universellement reconnu. Ce personnage est le protagoniste de plusieurs oeuvres littéraires qui ont fait de son image l'objet d'un genre de roman lancinant et condamnatore.

La situation présente est néanmoins, différente du passé. Le phénomène de la domination militaire a atteint d'une part, une extension territoriale qu'on ne connaissait pas, c'est à dire, elle a dépassé les limites de ce qui fut son "domaine traditionnel" pour se développer aussi dans l'utilisation d'armes que pendant des longues périodes se trouvèrent libres du fléau de la militarisation. D'autre part, dans ce processus les dictatures militaires ont acquis une connotation brutale et sanguinaire comme on n'en avait jamais vu dans la mesure où son implantation se réalise dans des pays où il y avait des fortes traditions démocratiques et des mouvements populaires capables d'opposer une résistance effective ou potentielle. Enfin, c'est un fait en général connu que le développement

des gouvernements militaires dans cette région, correspond à l'établissement d'un modèle politique inspiré et nourri par l'impérialisme dont l'objet est de donner un soutien institutionnel suffisant au nouveau caractère de la dépendance engendrée au cours de ces vingt dernières années par les différentes formes d'expansion des corporations transnationales dans le continent latino-américain. A cette perspective de l'impérialisme correspond sans doute la tentative de Kissinger pour établir une relation préférentielle et privilégiée entre le gouvernement des USA et la dictature militaire brésilienne. Une inspiration semblable justifie l'intervention sanglante des Forces Armées argentines qui cherche à exterminer physiquement les secteurs révolutionnaires de ce pays. L'implantation de dictatures de type fasciste en Uruguay et au Chili constitue d'ailleurs, l'élément qui marque avec plus de clarté la démarcation entre hier et aujourd'hui, car il s'agit de phénomènes de militarisation qui ont eût lieu dans des pays historiquement caractérisés par leur tradition démocratique et dans lesquels l'insatisfaction de grandes masses politisées a obligé ces dictatures à l'utilisation de méthodes répressives extrêmes.

En conséquence, il est possible d'affirmer que la domination militaire dans le continent touche - en s'adaptant à chaque cas particulier - la gamme de différences qui singularisent les différentes sociétés latino-américaines, depuis des pays où confluent une situation de pauvreté extrême et l'innégalité sociale, un déve-

loppement limité de la structure institutionnelle propre d'un système démocratique et l'existence d'un réseau relativement primaire de mécanismes de domination idéologique, jusqu'à des pays caractérisés par un développement capitaliste dépendant par la relative solidité de leur appareil institutionnel et par une complexité beaucoup plus grande de leur structure culturelle et idéologique. A l'intérieur de ce vaste spectre, le cas du Chili se distingue non seulement par le caractère extrême que prend la domination militaire, mais en plus, parce qu'elle survient après une tentative de transition au socialisme soutenue par un vaste mouvement populaire de masses. En conséquence cette expérience, au delà des particularités de la situation chilienne, prend une importance propre à la complexité de la voie choisie et une force qui correspond à l'ampleur d'une défaite si dramatique. A cause des caractéristiques de la société chilienne qui ressemble plus au niveau de la superstructure à une société latinoeuropéenne qu'à une société latinoaméricaine classique, les analyses du cas chilien constituent une source de réflexion pour des réalités du delà du cadre purement régional.

Il n'est pas étrange donc que la littérature sur l'expérience chilienne soit aujourd'hui très vaste et que sa lecture exhaustive soit une tâche pratiquement impossible. Quand on examine une certaine partie des interprétations émises par les chiliens et quelques unes du milieu européen, il est très intéressant de remarquer deux faits: tout d'abord, beaucoup d'analyses se concentrent sur les trois années allant de la

victoire électorale de l'Unité Populaire au coup d'Etat militaire. Deuxièmement, la majorité des auteurs mettent l'accent sur l'examen des différences politiques et sur les erreurs commises au moment de leur application pendant l'époque indiquée ci-dessus, même si naturellement elles n'excluent pas l'encadrement global de certaines situations ou l'appel au passé pour fonder certains arguments. Il s'agit en tout cas, de recours exceptionnels et non d'une préoccupation prioritaire, exception faite des analyses qui fondées essentiellement à un niveau théorique mettent en question l'ensemble du projet politique de l'Unité Populaire, c'est à dire, la possibilité de la mise en pratique de la voie choisie pour entreprendre la marche vers le socialisme.

L'analyse de l'expérience chilienne a touché tous les domaines significatifs de l'activité du gouvernement du Président Allende, en observant depuis les erreurs d'évaluation de la situation internationale et le rôle de l'impérialisme, jusqu'aux erreurs dans l'application ou conception de la politique militaire, en passant par l'analyse de la politique économique, la relation avec les couches moyennes et l'absence de direction homogène au niveau de la coalition populaire.

Ce dernier élément a été considéré généralement comme un défaut fondamental qui contribua en diverses occasions à la paralysie et à l'incohérence de l'action du Gouvernement et des forces populaires.

Son analyse est un point de départ indispensable pour que la gauche chilienne fasse une autocritique très profonde, sans se limiter aux erreurs commises à partir de 1970, mais qui confronte le développement historique et les caractéristiques du mouvement populaire chilien avec les tâches qu'impliquait le projet soutenu

par l'Unité Populaire. Une fois le problème posé en ces termes, le manque d'homogénéité dans la direction du processus, exprime, dans sa racine, un manque de correspondance entre les tâches que le gouvernement de l'Unité Populaire devait accomplir impérativement pour réussir dans son action et le développement préalable du mouvement populaire et de ses principaux partis. En synthétisant au maximum et donc, en renonçant aux nuances, on pourrait dire que l'un des principaux courants de la pensée révolutionnaire chilienne pendant très longtemps a reconnu un rôle autonome à la bourgeoisie nationale en favorisant avec elle des alliances ayant un contenu national libérateur. Cette ligne a mis l'accent dans l'achèvement des tâches impérialistes, antioligarchiques et antiféodales, comme étape différenciée et préalable au développement de perspectives révolutionnaires socialistes, et soutena la voie électorale comme la voie appropriée pour la poursuite de ces objectifs. Par contre, l'autre courant révolutionnaire principal a méconnu le rôle autonome de la bourgeoisie en la déclarant impuissante et stérile pour poursuivre de façon conséquente le propos de se développer comme classe effectivement nationale et rejeter en conséquence toute soumission du mouvement populaire à celle-ci. Se basant sur la définition capitaliste dépendante, ce courant a défendu la thèse de la liaison organique dans un seul processus pour l'achèvement des tâches démocratiques et socialistes, et il affirma la validité de la voie armée comme facteur stratégique pour atteindre ces objectifs.

Le triomphe électoral de l'Unité Populaire engendra pour sa part, un processus qui mit à l'ordre du jour le problème de l'utilisation maximale des mécanismes politico-institutionnels existants, pour mener à bien des changements dans la société chilienne. La dynamique propre de la lutte brisa tout schéma rigide d'étapes et exigea l'exécution des tâches démocratiques très lié au développement de tâches socialistes, ce qui demanda un maximum de flexibilité pour varier les formes de lutte et changer de voie dans un moment qui aurait dû être prévisible. Avec cette optique, les erreurs commises pendant trois ans de gouvernement n'apparaissent pas, dans l'essentiel comme l'expression d'incapacités d'ordre personnel ou purement tactique, mais comme la manifestation de faiblesses de développement dans le corps politique de la gauche. Quand on confronte la gauche chilienne avec son passé, l'Unité Populaire apparaît plutôt comme une tentative récurrente et courageuse pour rendre compatible des courants divergents sur plusieurs aspects essentiels qu'une synthèse dialectique avec force d'exécution et développement propre.

Tous sont d'accord aujourd'hui pour reconnaître que le problème militaire est un problème fondamental, aussi bien parce que dans sa considération se trouve implicite une conception sur la nature de l'Etat dans la société chilienne, que parce que dans l'analyse de la corrélation de forces, il représente l'élément qui est dernière instance décisif. L'examiner avec l'optique qu'on vient de signaler peut être utile s'il y a le propos d'extraire des conclusions qui puissent servir pour l'avenir, mais il est stérile d'essayer de donner ainsi des explications superficielles sur un échec qui a des racines beaucoup plus profondes que celles que laissent voir la simple analyse de conjoncture. Dans cette optique une recherche sur l'histoire de la

nation chilienne, et la formation de notre Etat depuis l'indépendance de la métropole espagnole jusqu'à nos jours est indispensable, et dans ce contexte, une étude sur l'apparition, le développement et la formation de nos Forces Armées. Plusieurs tentatives importantes ont été réalisées dans ce sens, mais elles restent encore inachevées. Néanmoins, ceci ne suffit pas. Il est nécessaire de transformer non seulement les Forces Armées dans un objet d'étude, mais aussi d'examiner de façon auto-critique le point de vue général et les relations spécifiques que la gauche a eu au cours de son développement et de sa croissance dans ses rapports avec les militaires. En d'autres termes, il s'agit d'enquêter sur la politique militaire explicite que la gauche chilienne appliqua sur les valeurs qu'elle engendra et diffusa et sur son impact dans le monde militaire, sur le rapprochement ou l'éloignement, la contradiction, l'indifférence ou la convergence qu'ils provoquèrent à l'intérieur du milieu militaire. Cette tâche dépasse bien sûr, le caractère provisoire et synthétique de ces notes. Je désire, néanmoins, avancer quelques idées qui pourraient être une aide pour l'entreprendre.

Je voudrais faire référence dans un premier temps à certaines caractéristiques fondamentales des Forces Armées dans le cas du Chili. Tout d'abord, il s'agit d'un organisme qui pendant les premières vingt-cinq années qui suivirent la Deuxième Guerre Mondiale prit des engagements croissants dans le terrain militaire et idéologique avec l'impérialisme nordaméricain qui développait une politique explicite destinée pénétrer et dominer les Forces Armées

chiliennes pour les transformer dans le gardien de leurs propres intérêts. Il est connu que ce phénomène n'est pas typiquement chilien, mais qu'il est commun à d'autres pays de la région. Deuxièmement, il s'agit d'institutions dont l'origine sociale de ses cadres supérieurs est clairement le secteur des couches moyennes le plus proche à certains groupes de la bourgeoisie, tant par leur formation idéologique que par leurs relations sociales et familiales: Troisièmement, il s'agit d'institutions qui constituent le pouvoir armé d'un Etat de classe, pouvoir régit intérieurement des normes, des habitudes et rites propres et exclusifs.

C'est ainsi que dans les Forces Armées comme dans d'autres points problématiques, on trouve l'expression de deux des défis les plus sérieux auxquels doit faire face un mouvement révolutionnaire dans une société comme la chilienne: premièrement, comment briser la dépendance du centre impérialiste qui ne s'exprime pas seulement sur le plan économique et culturel, mais aussi dans le terrain militaire. Deuxièmement, comment faire face au problème des couches moyennes afin de les associer aux projets de changement et créer une corrélation politique de forces favorables au socialisme. Aucun de ces deux aspects épuise néanmoins la problématique militaire. C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas tomber dans la tendance vicieuse qui consiste à oublier la troisième caractéristique indiquée ci-dessus car elle donne à ce sujet sa propre spécificité.

Dans quelques analyses du cas chilien, on observe cependant, une certaine tendance à traiter la question militaire à l'intérieur du problème de la création de conditions politiques favorables au socialisme à travers d'alliances ou d'ententes, en oubliant que même si celles-ci sont précieuses, elles sont loin d'être suffisantes pour résoudre le problème clé de la force

dont a besoin un processus révolutionnaire pour se réaliser. Bien qu'il soit vrai que les Forces Armées ne vivent pas dans un monde social complètement isolé, et que le déroulement de la lutte de classes économique, politique et idéologique a nécessairement un impact en son sein, il faut considérer que divers mécanismes comme la conscience de ses propres buts, le sens institutionnel marqué, l'obéissance, la discipline et la hiérarchie constituent des éléments qui déforment n'importe quel réflexe automatique de l'activité externe, contribuant en général à modérer l'impact des différences sociales ou politiques qui existent à son intérieur et leur effet immédiat. La problématique militaire est donc clairement spécifique et sa considération ne peut se limiter à la seule application de la politique d'alliances.

Alors, si ce qu'on a dit correspond à la réalité, c'est à dire, si les Forces Armées chiliennes sont arrivées à se transformer dans une sorte de prolongement armé de l'impérialisme nord-américain au Chili, si l'origine sociale de son corps d'officiers avait en général un préjugé défavorable envers la gauche et si enfin, elles constituent essentiellement le pouvoir armé d'un Etat bourgeois, il est légitime de se demander si dans de telles conditions une attitude autre que celle de l'affrontement violent avec le propos de les vaincre militairement avait un espace ou viabilité élémentaire dans le cas chilien. La réponse se trouve donnée par les faits. Dans leur analyse il est nécessaire de ne pas se laisser aller par l'impression globale ou le résultat tragique qui s'imposa finalement, c'est à dire, par l'alignement de la majorité des Forces Armées contre le projet populaire et sa tenta-

tive d'établir un régime de type fasciste, antipopulaire et proimpérialiste. Au contraire, le phénomène qui est intéressant, car il tend à contredire la première idée que l'on peut se faire sur la forme avec laquelle on a caractérisé l'appareil créé, est précisément l'apparition à son intérieur de secteurs qui au dessus des contingences gouvernementales ont montré une adhésion au principe de la professionnalisation et de la constitutionnalité, et d'autres qui sont arrivés à comprendre réellement le contenu du projet populaire à adhérer à lui et à le défendre dans une démonstration de claire supériorité politique et idéologique. La présence non négligeable parmi les rangs des Forces Armées chiliennes de militaires engagés, dans une proportion plus ou moins grande avec le processus de changement, montre bien qu'il existait un espace pour la gauche qui devait être utilisé, entre autre, en intensifiant la lutte culturelle et idéologique envers les Forces Armées.

Il est intéressant de s'interroger si les potentialités qu'offrait cet espace furent bien utilisées, ou si par contre, la propre attitude de la gauche et la conformation historique de son corps théorico-politique, ne stimulèrent pas suffisamment les possibilités de développement et sources progressistes à l'intérieur des institutions armées. Je pense que la gauche en tant que mouvement de masses en développement, eût la possibilité d'élaborer une politique militaire à long terme, cohérente et active, mis il n'y eût pas l'utilisation exhaustive de cette possibilité. En revenant sur l'un des arguments initiaux, il est possible d'entrevoir comme l'une des raisons décisives de cette omission avec de si graves conséquences, le contenu et l'expression

des perspectives politiques qui motivèrent les principaux courants de la gauche car aucune de celles-ci correspondait aux besoins urgents, théoriques et pratiques, qu'imposait le déroulement des faits entre 1970 et 1973.

La gauche dans son ensemble et chacune de ses principales composantes, engendrèrent une conduite politique qui ensemble avec d'autres facteurs induirent une séparation culturelle entre les Forces Armées et le mouvement populaire. Il y eût la formation de deux mondes intellectuels qui avaient peu ou rien en commun: le langage, les habitudes et les perspectives face à des problèmes communs sont arrivés à être antinomiques ou tout du moins, clairement différentes.

Un premier élément fondamental qui explique cette dissociation fût la vision simplificatrice qui considérait les Forces Armées identifiées globalement avec le schéma de domination de classe, comme l'irrachetable appareil répressif du système et en conséquence, comme des ennemis clairs, définis. Même si celle-ci n'était pas une vision soutenue à des niveaux dirigeants, elle était celle d'un important secteur de base à faible niveau idéologique, et plusieurs fois, dans la pratique, les partis de gauche agirent comme si celle-ci était valable, même s'ils la repoussaient explicitement.

Si l'en était ainsi, il n'y avait pas d'autre perspective cohérente que de se poser comme objectif la destruction de l'appareil armé par la force militaire,

parallèle et contreposée à l'existante, ou développer comme ligne principale d'action, une rupture horizontale entre soldats, dans une grande majorité d'origine prolétarienne et paysanne, et les officiers. Néanmoins, cette dernière vision surestimait les possibilités de succès car elle sousévaluait la spécificité du caractère de l'institution militaire chilienne en prétendant reproduire à l'intérieur des Forces Armées les mêmes effets de la division sociale du pays dans son ensemble.

La considération schématique des Forces Armées ne manquait pas cependant, de fondements qui, tout en étant insuffisants, avaient un impact profond sur les masses de travailleurs et de jeunes engagés dans l'activité politique pendant les trois dernières décennies. Dans de nombreux pays d'Amérique Latine, les Forces Armées avaient une odieuse tradition de répression et dictature. Elles étaient marquées par un sceau antipopulaire et pendant de longues périodes avaient garanti la présence toute puissante des entreprises impérialistes. L'Amérique Centrale, le Caribe et d'autres pays latinoaméricains étaient des exemples vivants de ce genre de situation. Même au Chili, l'histoire de la répression anti-ouvrière était chargée de nombreux événements dans lesquels les Forces Armées avaient participé aux massacres de paysans et travailleurs depuis l'assassinat de milliers de mineurs à Santa Maria de Iquique au début de ce siècle, jusqu'aux événements sanglants qui ont eu lieu à la mine de cuivre El Salvador en 1967. Au niveau international; la victoire de la Révolution Cubaine conduite par une armée populaire capable de faire échec à l'armée de Batista, inspirait des perspectives similaires dans d'autres latitudes car elle prouvait la possibilité d'une telle action et détruisait le mythe du caractère invincible des armées professionnelles. L'assimilation mécanique et non critique de

cette expérience glorieuse qui avec juste raison émut toutes les organisations révolutionnaires du continent et toute une génération de latinoaméricains contribua dans certains secteurs à accentuer la tendance au schématisisme face aux Forces Armées.

Au sein du mouvement populaire, pour ceux qui estimaient indispensable et antérieur à toute tentative de socialisation la culmination du développement démocratique bourgeois du pays, le problème des Forces Armées n'était pas perçu avec la même urgence comme il était considéré par ceux qui se posaient des perspectives socialistes immédiates. D'autre part, la situation dans laquelle se trouvait par exemple le Parti Communiste du Chili, conspirait sévèrement contre ses possibilités d'action organique envers les Forces Armées. Illégalisé pendant la guerre froide et développant une activité clandestine pendant dix ans, il recupéra sa légalité en 1957 seulement. Le Parti Socialiste était donc, celui qui se trouvait dans les meilleures conditions pour développer une politique cohérente. Très lié dans ses origines avec la tradition progressiste des Forces Armées représentée par le Commodore de l'air Marmaduke Grove, fondateur du Parti et principal dirigeant du coup d'Etat connu comme "République Socialiste" qui connut un succès éphémère en 1932, le Parti Socialiste entretint pendant long temps des liens, bien que insuffisamment développés, avec des secteurs militaires. A l'occasion de l'élection présidentielle de 1952; il soutint le caudillo militaire de type populiste Carlos Ibanez qui fût démocratiquement élu président de la République avec une écrasante majorité populaire. Parti marxiste; de claire définition latinoaméricaniste, depuis sa fondation, sans affiliation à un courant international, et donc dans une certaine mesure, moins touché par la propagande orientée

à créer une fausse image anti-natitotique et anti-nationale des partis de la gauche, le Parti Socialiste fut l'organisation politique qui eut les meilleures conditions pour développer un travail en directions des Forces Armées. L'accomplissement de cette tâche donna quelques fruits dont quelques uns étaient encore perceptibles à l'époque de l'Unité Populaire, mais ce fût insuffisant et devint encore plus difficile quand dans la décennie des années soixante les socialistes se proclamèrent partisans d'un schéma d'affrontement armé frontal comme chemin pour la conquête du pouvoir. Le point de vue du Parti Socialiste envers les Forces Armées avait changé, et sans doute, celui de celles-ci par rapport au P.S. aussi.

Les trente ans qui précèdent l'Unité Populaire constituent la période la plus riche et active pour le développement et la configuration du mouvement populaire chilien. Ce n'est pas par coïncidence s'il s'agit aussi d'années de progression démocratique qui engendra des changements dans les structures économiques et dans les appareils institutionnels en même temps qu'un mûrissement de la présence de la classe ouvrière organisée dans la vie politique de la nation. Les Forces Armées ne furent affectées que dans une mesure très limitée par l'impulsion démocratique et eurent tendance à soustraire leur problématique du débat national. Ses affaires se transformèrent dans un thème presque clandestin, méconnu par la grande majorité du peuple et même par beaucoup de ses dirigeants. Au delà de la prévision de quelques uns et les efforts assez solitaires d'autres, le déroulement des faits établit une muraille

entre les problèmes des Forces Armées et les affaires de la nation dans son ensemble. De nombreux facteurs ont contribué au développement de cette méconnaissance des Forces Armées de la part de la gauche. Pour donner un exemple révélateur d'une attitude à signification indéniable, il suffit de signaler comment une grande majorité de l'énorme masse de jeunes universitaires engagés avec le mouvement populaire, renoncèrent promotion après promotion de se soumettre au recrutement obligatoire et avec l'aide de divers recours légaux, évitèrent d'accomplir ce devoir. Leur présence -un ferment dans l'apparente introversion politique des institutions armées chiliennes- aurait dû avoir, s'il en avait été ainsi, un effet sans doute positif.

C'est dans cette étape qu'on assiste au plus fort développement de la thèse de la neutralité politique des Forces Armées et de leur obéissance au pouvoir civil. Curieusement tous les secteurs du pays contribuèrent à sa structuration et diffusion. La droite parce que malgré les poussées populistes de la période, elle continuait dans l'essentiel à contrôler l'Etat sans besoin d'aide militaire directe.

Les Forces Armées aussi puisque l'on prétendait leur neutralité, parvinrent à réaffirmer leur autonomie et éviter que leur évolution et caractéristiques fussent l'objet du débat public. La gauche elle-même pour des raisons diverses mais convergentes : certains parce qu'ils croyaient que c'était une attitude tactique adéquate, d'autres parce que la neutralité paraissait suffisante pour ne pas faire obstacle aux objectifs stratégiques limités qu'ils se proposèrent,

beaucoup enfin parce que face à une Amérique Latine envahie par les dictatures militaires ils croyaient que soutenir cette thèse pouvait contribuer réellement à ce que le Chili continue à être un îlot de démocratie apte à ce que le mouvement populaire accumule une plus grande force.

Un deuxième élément de contradiction entre le mouvement populaire et les Forces Armées, réside dans le contenu tout à fait différent attribué par chacune d'elles au nationalisme. Dans la conception des Forces Armées telle est sa raison d'être. Les concepts de "Patrie et de Nation" sont déformés en fonction des chémas militaires. Pour les Forces Armées ces concepts s'affirment principalement dans leur propre rôle actuel et passé au point de s'identifier elles mêmes avec les valeurs patriotiques dont la plupart des manifestations sont pleinement incorporées à l'idéologie dominante et sont par conséquent acceptées par une partie importante de la population. L'indépendance nationale est vue comme le fruit de la victoire militaire sur les forces de la métropole et les traditions de l'Armée de Terre et de la Marine s'identifient à celles du Père de la Patrie Bernardo O'Higgins, fondateur de ces deux corps d'armées et leader de l'insurrection antiespagnole en 1810. Dans une grande mesure la Constitution actuelle du Chili, est considérée aussi comme une oeuvre où les Forces Armées eurent un rôle prépondérant. Participant à trois guerres pendant le XIX siècle, contre la Confédération Pérou - Bolivienne en 1833, contre l'Espagne en 1866 et contre le Pérou et la Bolivie à nouveau en 1879 ainsi qu'à la sanglante guerre civile de 1891, ils cultivent une tradition de réelle participation dans les événements militaires dont ils sont toujours sortis vainc -

queurs. Dans un pays de configuration géographique curieuse qui a besoin d'assembler dans un véritable sentiment national des habitants de l'extrême nord et de l'extrême sud séparés par des millions de kilomètres l'un de l'autre, communiquant rarement entre eux et possédant une longue frontière avec un Etat voisin considéré plus puissant et économiquement plus fort : l'Argentine, les Forces Armées trouvent leur raison d'être dans la surveillance des frontières, la défense de l'intégrité territoriale du pays et la préservation de ce sentiment national. Ceci n'est certainement pas un phénomène unique en Amérique Latine, bien que dans le cas du Chili l'histoire militaire lui apporte une base indiscutable: De cette façon, le nationalisme qui s'engendre dans les Forces Armées avec de clairs symptômes de chauvinisme et de contenu belliciste est comme il a été dit un "nationalisme de frontière", c'est à dire une conception qui confirme le Chili dans son existence et son intégrité territoriale par rapport à ses voisins et à la réalité continentale.

Le mouvement populaire chilien par contre, s'est caractérisé par un nationalisme de nature antiimpérialiste alors que l'idéologie militaire présentait les pays voisins comme les ennemis historiques et potentiels, le mouvement populaire identifiait correctement l'ennemi principal du Chili comme étant l'impérialisme nordaméricain. La perception de cet ennemi devint sans clarté une tâche difficile pour le corps des officiers des Forces Armées à mesure que le Chili s'engageait dans des traités et de pactes d'assistance mu-

tuelle dans le domaine militaire et commença à recevoir la plus grande partie de son armement des Etats Unis. Les Forces Armées chiliennes dans le cadre des accords internationaux mentionnés, réalisaient des opérations et des manoeuvres avec des militaires américains; elles recevaient de l'assistance puis après quelque temps, la préparation d'un nombre croissant d'officiers. Le contrôle de l'approvisionnement des armes maintenu par les Etats Unis pendant longtemps lui permettait d'altérer les équilibres militaires intercontinentaux. De cette façon la collaboration qu'apportait les Etats Unis, était considérée essentielle par les américains dans la mesure où elle influait de façon décisive sur la capacité bellique du Chili face à ses voisins.

Les diverses conceptions du nationalisme amenaient à une appréciation différente sur l'internationalisme. Alors que ce concept manquait pratiquement de contenu pour l'idéologie militaire jusqu'au point d'être perçu pour ainsi dire comme opposé à nationalisme, pour la gauche chilienne il constituait une définition fondamentale et spécialement pour ces deux partis principaux, l'un défenseur orthodoxe des positions du mouvement communiste international l'autre ouvertement latinoaméricainiste ayant des relations internationales nombreuses et variées surtout avec des partis ouvriers et des mouvements de libération nationale.

De la conception différente du nationalisme et de l'internationalisme surgit aussi une diversité de points de vue sur le problème de la sécurité nationale, élevé qu'aujourd'hui à la catégorie d'élément fondamental de son option au niveau du continent par les dictateurs latino-

américains. Alors que les Forces Armées tendaient à mettre à la base du concept la potentialité militaire du pays par rapport à ses voisins, le mouvement populaire le concevait de façon différente donnant plus d'importance à l'adhésion du peuple, à son gouvernement et à une structure économique saine et souveraine. Aujourd'hui, le concept de sécurité nationale, dépouillé de ces deux sens, s'est converti en thèse préférée de la dictature chilienne, au moyen de la substitution de l'ennemi externe par les forces progressistes internes.

Un troisième élément entre les Forces Armées et la gauche chilienne est l'interprétation de l'histoire du Chili. Alors que l'une des conceptions mettait l'accent sur l'importance de l'histoire politique et surtout militaire et développait une commémoration systématique de combats et anniversaires d'héros leur attribuant un rôle décisif dans le développement du Chili comme nation la gauche avait tendance de façon générale à attacher plus d'importance aux aspects économiques et à mettre en valeur les aspects de lutte de classes, la tradition de la classe ouvrière et de leurs organisations.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les études historiques au Chili ont eu une prédominance d'historiens idéalistes, d'idéologie libérale ou ouvertement conservatrice et que les apports intellectuels de formation marxiste furent en général réduits ou ponctuels. Face à des épisodes d'importance indéniable de l'histoire du Chili, la gauche n'avait pas une interprétation globale répandue qui puisse être opposée à l'interprétation bougeoise dominante. Ni

la guerre d'indépendance ni la consolidation républicaine pendant la première moitié du XIX siècle, ni la guerre du Pacifique en 1879 n'ont été abordés sauf quelques rares exceptions par des historiens de gauche.

La gauche manqua de capacité non seulement pour écrire l'histoire mais aussi pour apprécier historiquement les faits. De cette façon de nombreux événements ou personnages tendaient à être sous estimés, ou mis en valeur selon des critères schématiques, révélant ainsi l'incapacité pour comprendre qu'il y a eu une longue et importante période de notre vie comme état indépendant ou la classe ouvrière malgré son apport permanent au développement du pays n'a pas été protagoniste de premier plan du devenir de la nation et que des faits et des personnages ne peuvent pas être mis en valeur ou jugés en dehors du contexte historique et culturel dans lequel il vivaient. L'époque signalée coïncide avec les grands événements militaires constitutifs de la tradition et de l'orgueil nationaliste des Forces Armées chiliennes. Le mouvement populaire n'a pas réussi à approcher de façon adéquate cette réalité historique, ajoutant ainsi un nouveau facteur de distanciation dans sa relation avec les Forces Armées.

Les aspects signalés ont pour objet de mettre en relief quelques unes des contradictions fondamentales qui séparent au niveau idéologique le monde culturel des Forces Armées du monde culturel de la gauche. Pour l'essentiel elles représentent certainement des éléments réels d'opposition entre de visions du monde différentes; entre le conservantisme qui s'alimente du passé et le dessein révolu-

tionnaire d'un futur différent entre le nationalisme étroit et provincial et le nationalisme basé sur une compréhension profonde que sa force peut se manifester de façon positive seulement dans une lutte de caractère internationale. Cependant la forme que ces contradictions ont acquises justifie l'accusation de schématisme qui pèse sur l'action politique du mouvement populaire chilien par rapport aux Forces Armées. Le chemin ne pouvait certainement pas être l'abandon de positions de principe ayant pour but de projeter une fausse identité de perspectives et de buts. Cela ne justifie cependant pas les omissions faites la faiblesse dans la lutte idéologique et culturelle, l'incapacité de construire des ponts dans le meilleur terrain qui permettent d'ouvrir de plus grandes brèches dans l'idéologie des militaires et facilitent une perception différente des problèmes généraux du pays, de leur propre rôle et de la nature propre du mouvement populaire et de leurs partis.

Dans ce contexte, les erreurs en politique militaire commises entre 1970 et 1973, il y en a eut certainement, furent d'abord fruits en grande partie des incapacités précédentes et d'autre part eurent lieu dans de telles conditions que les commettre devenait beaucoup plus grave parce que le passé récent encourageait le développement encore plus grand des contradictions déjà existantes entre les Forces Armées et le mouvement populaire. La relecture de nombreux discours du président Allende faisant référence aux Forces Armées révèle que le gouver-

nement de l'Unité Populaire développa une tentative pour dépasser les erreurs commises dans un premier temps au cours des décades antérieures et en fait il semblait avoir tout à fait conscience de la nécessité de remplir les vides historiques avec une politique qui permettait aux militaires d'entrevoir de nouveaux horizons professionnels, de s'incorporer réellement à la solution des grands problèmes du pays, de participer avec le reste de la nation à la construction d'une société plus juste.

La lutte idéologique de la gauche avait acquis un nouveau rythme et accélération, impulsée par les urgences du processus, Allende contruisit peu à peu une politique envers les instituts armés qui dans son contenu était certainement supérieur à celle que le mouvement populaire avait été capable de développer dans le passé. La récente publication au Mexique du livre "Une vie pour la légalité" qui contient le journal des réflexions du Général Prats entre février 1973 et août 1974 quelques jours avant son assassinat, permet d'apprécier dans quelle mesure un secteur des Forces Armées dont il faisait partie et qu'il conduisait était capable de se projeter intellectuellement à un niveau supérieur de compréhension du processus social et politique chilien. Il révèle cependant le grand poids dans la formation militaire de l'idéologie cultivée depuis des décennies et de valeurs dont quelques unes ont été mentionnées antérieurement qui définissaient notre appareil militaire. De cette façon les tentatives de l'Unité Populaire pour gagner idéologiquement des secteurs des Forces Armées entre 1970 et 1973 plutôt que l'élément central de la action ressemblent aux premières mesures de l'ouverture d'un concert interprété seulement dans

dans son dernier mouvement- les carences du passé contraignaient l'Unité Populaire à une politique extrêmement restreinte dans ses marges de manoeuvre et qui devait avoir recours à des équilibres difficiles imposés par le chemin choisi et par les faiblesses non surmontées- Plus qu'une insistance sur l'ouverture d'horizon idéologiques nouveaux, la conjoncture complexe exigeait une sévérité extrême dans l'utilisation des attribution constitutionnelles, et l'augmentation des risques que cela impliquait ayant pour but de substituer une grande partie des commandements militaires ou, tâche encore plus difficile, si l'on considère les limites institutionnelles et politiques, engendrer un pouvoir militaire lui étant propre.

Les Forces Armées chiliennes actuelles ne sont pas celles des premiers années de la post-guerre. Non seulement trois décennies de pénétration impérialiste systématique se sont écoulées, mais l'abîme énorme du fascisme a laissé une trace indélébile entre l'histoire déjà écrite et celle qui reste à écrire. Les chemins auxquels on pouvait ou devait recourir hier ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux auxquels il faut recourir aujourd'hui. Quelques soient ces éléments, l'autocritique de la gauche chilienne face à sa perspective militaire doit permettre l'engendrement d'éléments qui contribuent à élaborer sa politique, beaucoup surpasser dans la lutte culturelle et idéologique, abandonner les schématisme du passé, à démontrer de façon permanente le caractère essentiel des intérêts de la classe ouvrière avec ceux du pays dans son ensemble. Les éléments constituent des facteurs indispensables de toute tentative de décomposer le pouvoir armé réactionnaire et provoquer en son sein une accentuation des contradictions qui existent de façon potentielle et dont le

développement est un élément de base de toute perspective de démocratisation réelle et de progrès vers une nouvelle voie socialiste.

FASCISME ET COLONIALISME DANS LE CAS CHILIEN

Par José ECHEVERRIA

1/ Il a été dit maintes et maintes fois que la politique est l'art du possible. Mais, est-ce à chaque moment possible? Tout indique que ce qui l'est ce présente à chaque moment comme une dégradation ou un spectre.

Il y a tout d'abord, le possible qui adhère d'une façon telle au présent, que, à la rigueur il ne fait que le prolonger. l'idéologie dominante, la nomenclature utilisée, et avec celle-ci l'évaluation des choses et des situations, au moins que les habitudes qu'on a adoptées, ajoutent un étroit cercle de possibilités qui s'écartent très peu de la réalité que l'on vit maintenant. Si pour définir la politique seulement nous considérons cette première couche ou sphère du possible, nous serions en train de la réduire au jeu de transfert du pouvoir à tout rôle entre les individus: de ceux qui le détiennent aux mains de ceux qui guettent la conjoncture qui pourrait favoriser leurs ambitions.

Mais, autour du premier cercle, peuvent s'en constituer d'autres; les limites du possible se voient ainsi dépassées dès que les idéologies et les valeurs en vigueur sont contestées, dès que le mot habituel est inhabité, dès qu'on ne pense plus ce qui était pensé. Un nouveau estrate du possible alors apparaît, qui n'élimine pas l'antérieur, mais qui au contraire découvre en ce dernier les signes par lesquels dérive sa propre signification. Ce processus peut se répéter, et ainsi, en même temps que nous élargissons le cercle du possible, nous élevons la politique au niveau de l'action historique.

Le processus est analogue à celui par lequel la pathologie, permet dans le cours de son évolution, de comprendre que ce qui était à un certain moment considéré comme une maladie, n'est en réalité que le symptôme d'une autre, auparavant inconnue, et que celle-ci à son tour est la manifestation d'une autre encore qui prime par rapport à plusieurs, et passe en fin de l'incidence des individuelles quantifiées statistiquement, au diagnostique d'un "morbus social". Aux progrès que dans cette direction fait la pathologie correspondent d'autres progrès de la pratique médicale qui finalement acquiert un caractère social et politique.

La doctrine de MARX telle qu'elle a été développée au cours des cent dernières années, nous a permis de saisir, derrière l'apparence bigarrée des épisodes dépourvues à première vue de cohérence, la synthèse d'un discours historique dont les composants différemment qualifiées selon les cas, sont les classes sociales, dont les verbes sont les forces productives en développement et les relations sociales de production notamment tant que ces dernières permettent de transférer la domination et le pouvoir de certaines classes aux autres, d'un Etat soumis, à une Métropole ou vice-versa.

Je pense qu'elle est vraie l'affirmation couramment faite selon laquelle dans les dernières décennies, des régimes fascistes destinés à empêcher le progrès de la révolution socialiste en Amérique Latine notamment dans son extrême Sud se sont constitués.

Elle est vraie, mais seulement en tant que première approximation de la réalité que l'on étudie. Elle est vraie, mais cette affirmation n'épuise pas le sujet. Bien au contraire, elle fait remonter à la surface de nouvelles interrogations qui réclament une réponse.

J'essaierai ici l'audacieuse entreprise qui consiste à compléter cette vérité à moitié, en attendant que comme conséquence de cette démarche, le cercle du possible qui définira l'action politique adéquate se modifie.

Si je fais allusion au processus Chilien, c'est non seulement parce que je le connais mieux, mais aussi parce qu'il se prête mieux pour typer une situation, qui avec des caractéristiques similaires (bien que non identiques) se produit en Uruguay, Bolivie, Argentine et déjà avec des différences importantes au Brésil, récemment au Pérou et en dehors maintenant de l'Amérique Latine, en Indonésie, en Thaïlande, au Taiwan et en Corée du Sud.

2/ Il est juste de qualifier l'actuel régime Chilien de Fasciste, si par fascisme on désigne seulement - considérant la caractérisation la plus **pauvre** en contenu - l'action politique d'une classe dominante qui placée à la défensive par un mouvement qui tend à éliminer son pouvoir, se décide à jeter par la fenêtre les institutions qu'exhibait auparavant comme son oeuvre, afin de garder ou récupérer ce pouvoir et applique la répression la plus brutale à ceux qui osèrent lui enlever. L'action qui s'oppose est donc, l'antifascisme, qui regroupe avec la classe dominée et réprimée d'autres victimes que la répression crée et tous ceux qui gardent une certaine fidélité au régime légal détruit par le fascisme et aux libertés dont ils jouissaient. Une telle qualification a le mérite d'actualiser les luttes héroïques de résistance au fascisme de la première moitié de ce siècle, et spécialement pour les hispano-américains de réactualiser la grande épopée de la cause républicaine pendant la guerre civile Espagnole et d'enrichir la lutte présente avec le passé historique.

Mais, dans le fascisme **originaire** - celui de l'Italie et de l'Allemagne - la bourgeoisie nationale monopoliste accomplissait une double opération : non seulement réprimer à l'intérieur la Classe Ouvrière et d'autres éléments, même bourgeois qui s'opposaient, mais aussi, moyennant une politique audacieuse et agressive d'expansion, essayait d'améliorer sa position vis-à-vis des bourgeoisies rivales des autres pays. Elle devait donc créer une idéologie d'un nationalisme exalté qui se diffusait dans le corps social à travers le Parti fasciste. Bref, il constituait une initiative historique des groupes monopolistes de la bourgeoisie nationale orientée vers son profit maximum, en raison de la suppression des syndicats et de l'opposition politique à l'intérieur

ainsi que des avantages acquis dans la concurrence avec les divers capitalistes nationaux.

Quand on affirme qu'en Amérique Latine, il y a un fascisme, ou bien on fait état de régimes ainsi caractérisés nés à l'initiative des bourgeoisies monopolistes nationales et fonctionnant à leur profit, ou bien, on admet que "fascisme" est un vocable qui a vu altérée sa signification au cours de l'histoire. J'examinerai séparément à l'égard du CHILI les composantes de cette alternative.

3/Analysons d'abord, les deux aspects principaux de la première composante: initiative, profits.

Le coup militaire Chilien, était-il une action décidée par la bourgeoisie monopoliste nationale? Certainement, ce n'est pas l'envie qui lui a manqué, mais la politique du gouvernement de l'Unité Populaire Chilienne avait été telle, que dans la pratique, en 1973, la bourgeoisie nationale ne possédait à elle seule, les moyens suffisants pour accomplir son désir. On dira peut-être: il n'en reste pas moins que le coup d'état a été l'oeuvre des Forces Armées et la Police Chilienne. Pour ceux qui acceptent la vieille assertion selon laquelle les Forces Armées et la Police d'un pays sont toujours au service de la classe dominante derrière les Forces Armées et les Carabiniers du Chili, il ne pouvait y avoir dirigeant les actions, que la bourgeoisie chilienne.

Mais cette affirmation doit-être modifiée dans de nombreux cas et évidemment dans celui d'un pays dépendant, où la classe dominante a seulement une partie du pouvoir. La vérité est qu'au Chili, les Forces Armées et les Carabiniers avaient depuis longtemps déjà perdu tout contact organique avec la bourgeoisie nationale.

La bourgeoisie nationale, a-t'elle bénéficié de la politique de la Junte Militaire Chilienne? Il y a trop d'éléments pour démontrer le contraire. Evoquons seulement, comme exemple, la situation ruineuse de l'industrie et l'agriculture nationales actuellement, dérivée de la politique économique de libre échange appliquée par la Junte qui a même abrogée le système de protection douanière qui favorisait le capitalisme national.

Depuis que le Chili s'est retiré du Pacte Andin, cette situation a empiré. Rappelons nous de la fermeture pendant ces dernières années de prestigieuses et anciennes boutiques; pensons au plus récent: la faillite des Sociétés dites "Compagnies Financières", vouées à l'usure, et les difficultés de plusieurs banques. Les seuls membres de la bourgeoisie nationale ayant bénéficié de la politique économique de la Junte Militaire sont ceux qui se sont placés en dépendance directe ou comme associés mineurs du capitalisme étranger, et ceux qui se sont voués avec succès à la spéculation.

Il ne manque donc pas seulement les éléments essentiels du fascisme classique, mais d'autres éléments secondaires tels que la constitution d'un grand parti de masse.

Si on ne peut pas donc retenir le premier élément de l'alternative qui nous permettrait de qualifier le régime chilien de "fasciste" (dans l'acception origininaire du terme), pour être une initiative de la bourgeoisie monopoliste nationale et de fonctionner à son profit, on doit s'incliner devant la deuxième.

Il peut-être admis en effet, qu'une sorte de glissement s'est produit dans le sens de la voix "fascisme": les traits qui définissaient le concept quand il s'agissait de l'Italie et de l'Allemagne n'étaient plus les mêmes dans les cas de l'Espagne et du Portugal, et moins encore dans les situations récentes en Amérique Latine. A propos de ces dernières, on a parlé de "fascisme dépendant" et avec plus d'exactitude d'un "fascisme externe" des Etats Unis, c'est-à-dire, d'un fascisme que cette puissance projette vers des pays sous sa dépendance.

Cette affirmation semble en vérité, plus exacte et adéquate. Elle permet de signaler avec précision le protagoniste, l'agent principal, (qui ne soit pas le seul) de ce qui s'est passé au Chili. Elle permet d'imputer avec exactitude l'initiative du coup d'état et en conséquence d'accréditer à qui correspondent les bénéfices qu'on espérait retirer de telles actions.

Elle a sur l'antérieur un avantage supplémentaire. Il avait été dit avant que si l'on retenait la définition "minime" de "fascisme", nous devrions voir en lui l'action historique par laquelle une classe dominante, en danger de perdre son pouvoir, décide d'abroger le système juridique qu'elle s'attribuait comme son oeuvre, afin de se défendre, faisant appel à la répression violente et à l'implantation de la terreur. Effectivement, au Chili, la classe dominante a jubilé de la cassure du régime Démocratique dont le fonctionnement normal était devenu pour elle une menace pour ses privilèges. Mais cette constatation tend à nous enfermer uniquement dans la considération du cas Chilien en l'isolant des autres cas des pays voisins ou proches. Dans ces derniers, la lutte de classe, la conjoncture des Forces Sociales en combat ont en effet été telles que des régimes constitutionnels avec la stabilité et l'ancienneté de celui du Chili, n'ont jamais pu s'instaurer. En revanche, sin on fait l'imputation correcte vers la métropole et les Etats Unis, on comprendra bien que c'est la classe dominante de cette puissance qui renie les principes dont elle se réclame, et que nos constitutions ratifièrent et reproduirent souvent comme un écho fidèle de ceux inscrits sur celle des Etats Unis.

En somme, au lieu de voir dans les événements survenus dans nos pays l'action de la bourgeoisie nationale avec l'appui de l'impérialisme, nous devrions renverser les termes et comme ALLENDE dans son dernier discours, voir dans l'impérialisme et les grands cartels multinationaux l'agent principal de ce qui continue de se passer dans ce pays. C'est le cas du Chili où la bourgeoisie nationale n'a fait qu'adhérer aux plans déjà dessinés par des intérêts étrangers et contribuer à leur application. A la limite, elle fut sacrifiée à ces intérêts.

4/ Il est convenable de se souvenir rapidement jusqu'à quel point c'est une vérité historique prouvée que le renversement

du Gouvernement Populaire Chilien correspondait à une initiative du Gouvernement des Etats Unis, destinée à accroître les profits de cette puissance au Chili.

M. HELMS, le Directeur de la CIA, déclarait devant le Comité Select du Sénat des Etats Unis qui, sous la présidence du Sénateur Frank CHURCH, enquêta sur les opérations secrètes du Gouvernement des Etats Unis au Chili, (d'après le rapport de ce Comité, appelé dorénavant le "Rapport CHURCH", et les chroniques de la presse américaine) que le Président NIXON, le 15 Septembre 1970, en présence du Procureur Général John MITCHELL et de Henry KISSINGER, à l'époque conseiller de la présidence, lui a ordonné d'éviter que "le marxiste chilien" accède à la Présidence de la République, ce qui représentait pour M. HELMS carte blanche pour planifier la prise du pouvoir par les Militaires (1). Il est reconnu que cette disposition se concrétisa plus tard par une politique destinée à destabiliser (euphémisme pour renverser) le Gouvernement ALLENDE par le blocage du crédit d'abord, harcèlement économique ensuite, le financement de l'opposition en général, et en particulier, le financement des grèves subversives des propriétaires de camions, destinées à empêcher le ravitaillement de la capitale, et en fin, au moyen du complot direct avec les Militaires Chiliens; faits reconnus franchement dans le "Rapport CHURCH" quoique exprimés en termes ambigus dans les conclusions (2). Déjà, des sociologues Nord-Américains étaient arrivés à la conclusion, au cours de nombreuses enquêtes minutieuses, que la plupart des Chiliens considéreraient justifiable une intervention militaire contre le gouvernement constitutionnel, seulement en cas d'extrême arbitraire du gouvernement ou de manque d'efficacité pour maintenir l'ordre à l'intérieur, ou bien éviter la menace d'une guerre civile (3). Il est clair cependant, que l'action du Gouvernement des Etats Unis, par ses services secrets, tendait à provoquer le chaos économique-social et la peur d'une guerre civile, a fin que le coup Militaire qui se préparait compte sur un certain appui de la population.

D'autre part, on connaît parfaitement l'influence que le Pentagone et par son intermédiaire, le Gouvernement des Etats Unis avait acquis ou consolidé sur les hauts commandements des Forces Armées des pays d'Amérique Latine. Je reviendrais sur cela tout à l'heure.

(1). Rapport CHURCH: Action secrète au Chili. Etats Unis. Bureau gouvernemental de presse, Washington. p. 10, 11 - 25,26 - 36,37; New York Times du 24 Juillet 1975, p. 1 et 4 du 12 Mars 1976, p. 1 et 14,15.

(2). Rapport CHURCH p: 33 à 35 - 38,39 - et 56.

(3). Je fais référence avant tout au "Plan Camelot" et à l'accomplissement de ses objectifs selon le sociologue Roy

Dans le cas des Forces Armées Chiliennes, les services diplomatiques aussi bien que les services secrets des Etats Unis ont su exercer sur les Hauts Commandements, avec succès, des menaces de suspension de toute aide et approvisionnement, et aussi des promesses, implicites, d'un plus grand appui. On ne doit pas oublier enfin, que le coup d'Etat fut avancé afin d'éviter que le Président de la République accomplisse son projet d'un plébiscite qui aurait résolu, démocratiquement le conflit institutionnel provoqué par l'opposition. On doit aussi tenir compte qu'au moment du coup d'Etat, une partie de la flotte nord-américaine du Pacifique était déployée face à Valparaiso, et qu'un fort contingent était concentré sur la frontière Chilienne-Bolivienne (4).

L'intervention du Gouvernement des Etats Unis dans le renversement du Gouvernement du Chili élu constitutionnellement a été reconnue par des hauts fonctionnaires et par le Président Gérald FORD lui-même.

Il est évident que cette intervention de l'impérialisme poursuivait des profits. Lesquels ? Qu'a-t il été obtenu ? Peut il attendre des résultats supplémentaires ?

HAMSEM, et dont il parle dans son étude "Culture Militaire et baisse de l'Organisation": et à une étude de l'Armée Chilienne, qui est citée par Armando URIBE dans "le livre noir de l'intervention Américaine au Chili". Paris: Seuil 1974 - p: 41 à 46.

- (4). " Dans cette seule école ont passé dans les deux dernières décennies plus de vingt mille officiers et sous-officiers Latinoaméricains, sans compter les centaines d'officiers supérieurs qui ont été entraînés dans le territoire des Etats Unis. Il y a quatre ans, le Sénateur William PROXMIRE déclara devant le Congrès que: pour l'entraînement des militaires de soixante dix pays "indépendants", les Etats Unis avaient dépensé l'énorme somme de 175 milliard de dollars". (Latino Amérique: le Pentagone Vietnamisé" en Amérique Latine. Association d'Etudes et Solidarité avec latino amérique (AESLA), Février 1976, p. 13).
- (5). D'après: "Times Magazine" du 30 septembre 1974, p. 24 à 31. Il faut souligner que le fait de désavouer leur représentant Brady TYSON, qui au moment de son intervention dans la Session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies qui s'est tenue à Genève le 8 Mars 1976, "regretta profondément " le rôle que quelques fonctionnaires, agences et groupes privés des Etats Unis ont joué dans la subversion contre le Gouvernement Démocratique Chilien. Le porte-parole du Département d'Etat, Frédérick BROWN - se limita à nier une intervention "directe" dans le coup d'Etat, en s'appuyant sur l'ambiguïté de la conclusion du "Rapport CHURCH" plus que dans les détails qui sont révélés dans son propre texte. (International Herald Tribune, 10 mars 1977 p.1).

Le bénéfice le plus immédiat qu'il espérait était politique: mettre fin à l'expérience de socialisme sans restriction aux libertés individuelles, une expérience qui aurait pu s'ériger en modèle et se répandre dans d'autres zones du monde (6). Mais, ce résultat s'est vu atténué précisément par la façon brutale et sanguinaire employée pour mettre fin à un régime légal et pacifique et par l'intervention du gouvernement, des services secrets et des compagnies industrielles des Etats Unis.

Il y a d'autres bénéfices plus tangibles déjà acquis: l'indemnisation par la Junte chilienne des compagnies d'exploitation des mines du cuivre, l'Anaconda Company, la Kennecott Corporation et la Cerro Corporation dont les capitaux avaient été nationalisés pendant le gouvernement populaire. Comme la dette envers les grandes compagnies nordaméricaines s'était éteinte par bénéfices excessifs ou enrichissement injuste (comme l'établissait une réforme constitutionnelle que le Parlement chilien avait votée à l'unanimité en 1971). Il faut ajouter à cela la nationalisation des actions de l'ITT, (compagnie qui joua un rôle important et reconnu dans la conjuration contre le Gouvernement Populaire), dans la Compagnie Chilienne des Téléphones, suivie d'une grosse indemnisation. Dans le même rang doivent être mentionnés les crédits octroyés par les Etats Unis à la Junte Militaire pour l'achat de matériel de guerre. Il s'agit là d'une politique générale de l'impérialisme envers les pays sous-développés: promouvoir la suspicion, provoquer des conflits et relancer des rivalités entre pays voisins pour vendre sa marchandise de guerre à terme, mais avec des solides intérêts. C'est de cette manière qu'est déchargé sur les pays sous-développés non producteurs de pétrole, le déficit des pays développés crée par la hausse du prix du pétrole. En d'autres mots, le capitalisme plus développé exporte vers sa périphérie sa propre crise économique en atténuant ou en se libérant de ses effets (7).

Mais, il y a dans le cas chilien des choses encore plus révélatrices pour comprendre le coup d'état. Dans le Rapport CHURCH quelques finalités sur l'action cachée des services secrets des Etats Unis sont mentionnées. Dans ce texte on peut lire: "Une autre finalité aidée par le travail de classification des documents de l'opposition, reunis avant le coup d'état, consista à aider le nouveau gouvernement à organiser et mettre en pratique la nouvelle politique. Les archives des projets font état de la préparation d'un plan économique initial général par des collaborateurs de la CIA qui a servi de base pour les décisions économiques les plus importantes prises par la Junte" (8). Plus loin, l'effort de la CIA pour orienter dans sa direction le gouvernement et pour obtenir l'appui de l'opinion publique chilienne sont aussi mentionnés (9).

(6). Sur les déclarations de M. Henry KISSINGER conseiller du Président NIXON faites déjà aux directeurs de journaux et aux journalistes du "middle east" des Etats Unis le 15 septembre 1970, voir Armando Uribe, oeuvre citée, p. 92 à 94.

(7). Voir "Rectification et crise en Amérique Latine" dans la publication citée- Supra note 4.

Il n'y a donc pas de doute sur qui a dictée la politique économique ultra-libérale suivie par la Junte; qui a ruiné l'industrie et le commerce chiliens dans la perspective de faire de notre pays une simple source de matières premières et un terrain d'expansion des compagnies multinationales. Et il n'est pas aventuré d'identifier ces "collaborateurs de la CIA", qui ont préparé le plan économique mis en pratique, avec les disciples de Milton FRIEDMAN et Arnold HARBERGER, professeurs de l'Université de Chicago qui ont occupé et qui occupent encore des postes de responsabilité dans l'actuel gouvernement militaire (10).

De ce qu'on a dit on en conclut la véritable signification des évènements au Chili. Les Forces Armées chiliennes ne sont déjà plus chiliennes. Elles se sont placées sous la dépendance d'un état étranger par leur financement, leur armement et leur dépendance logistique, par l'endoctrinement reçu par leurs commandements, par les intérêts qu'elles servent, avec la politique qu'elles ont imposée et qui leur a été imposée. Objectivement elles constituent maintenant la force d'occupation de cet Etat étranger, composées de mercenaires recrutés dans le pays et camouflées avec des uniformes nationaux pour mieux accomplir leur mission. Le coup d'état du 11 septembre 1973 n'avait donc pas pour but de s'emparer de l'Etat Chilien mais de briser cet état, de dissoudre son parlement, d'éliminer son système

(8). Rapport CHURCH p. 40.

(9). Loc. cit.

(10). L'expression la plus récente de la politique économique destinée à favoriser le capitalisme étranger par la Junte Militaire est un Décret Loi de la mi-mars de cette année qui modifie le statut des Investissements étrangers au Chili. Il élimine toutes les restrictions du précédent statut notamment à l'égard de la liberté de rapatrier dans les pays d'origine les profits et le capital. Il élimine également l'obligation de nationaliser l'investissement au bout d'un nombre déterminé d'années et assure la stabilité tributaire. Comme fait marquante pour attirer les investissements étrangers est invoqué le "degrèvement douannier" progressif mis en pratique à la fin 1973, et la réduction des dépenses fiscales (celles de la santé, de l'éducation gratuite, et d'autres services sociaux au bénéfice de la population) de 42,6% du Produit National Brut en 1973 à seulement 27.4% vis à vis d'un PNB déjà réduit la dernière année. On explique ceci comme étant absolument indispensable pour abaisser la charge totale tributaire qui grève les nationaux (sic) aussi bien que les étrangers (Bulletin Officiel de la Chancellerie chilienne aux missions à l'étranger, N° 1066, 17 mars 1977). Il y a aussi des informations à cet égard dans l'édition internationale de "El Mercurio", semaine du 6 au 12 mars 1977.

éléctoral, d'amputer les fonctions de son pouvoir judiciaire. Ce qui reste après ce processus général de liquidation, ne sont que des éléments éparpillés, des moignons de l'état, "diejecta membra" autour de l'élément qui est devenu le plus important: un appareil policier répressif hypertrophié et tout puissant; Vu en profondeur, ce qu'ont vécu les chiliens c'est l'agression de leur nation par une autre, ajoutée à l'occupation du territoire et à la destruction catastrophique de ce que fut l'état du Chili.

Cette action, est, bien entendu, un "crime" codifié par le Droit International Général, par la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les pactes qui s'en suivent, ainsi que par les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui ont explicité et précisé ce Droit et ces Textes (11). Un tel crime porte atteinte au droit à la libre détermination d'un peuple, situation qui le réduit à la limite, si l'action réussie, à l'état de "colonie".

Mais ces dernières affirmations ont besoin d'une certaine élaboration, aussi bien sur le plan juridique et doctrinaire que sur l'analyse de ce qui s'est produit et continue de se passer au Chili et dans quelques pays de l'Amérique Latine.

"Un peuple" est un ensemble d'hommes qui non seulement partage certain coutumes ou certaines institutions mais participe à l'autoconscience collective de leur unité sociale et historique et a la volonté de la préserver et même peut être de la perfectionner. Parfois il est difficile de déterminer

(11). A manière d'exemple, voir la Résolution (XXV) de l'Assemblée Générale qui déclare que les actes, les mesures ou normes législatives d'un Etat destinées à obliger directement ou indirectement d'autres états résolus à modifier leurs structures internes en exerçant leurs droits souverains sur leurs ressources naturelles constituent une violation de la Charte et des principes du Droit International concernant les relations d'amitié et de coopération entre les états. Il convient aussi de mentionner la résolution 2326 (XXII) qui, parmi d'autres dispositions, a condamné la politique suivie par quelques puissances dans des territoires de leur domination et qui consiste à imposer des régimes non représentatifs, raffermissant la position des intérêts étrangers, économiques et d'autre type. Comme textes postérieures on peut citer la résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974, art; 70, selon laquelle "tout état a le devoir de s'abstenir de prendre des mesures de force qui privent les peuples... de leur droit à la libre détermination à la liberté et à l'indépendance"; voir aussi l'art. 32 de la résolution 3281 (XXIX) c'est à dire la Charte des Droits et des Devoirs Economiques des Etats, selon laquelle aucun état ne peut "imposer ou fomenter des mesures économiques, politiques ou d'une autre nature destinées à forcer un état à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains".

dans la pratique si un groupe d'hommes constitue un peuple en possession du droit à déterminer librement son destin, ou seulement une minorité dont la sécession désintégrerait en revanche un peuple déjà constitué. Mais il y en a d'autres dont le peuple s'est déjà doté de ce centre de création juridique et de décision politique qui s'appelle Etat: dans ce cas il ne peut y avoir des doutes ou d'hésitations. Il ne peut y avoir de doutes non plus si ceux qui aspirent à être considérés comme un peuple, même s'ils ne sont pas arrivés à créer un état, possèdent non seulement une origine commune mais assez de cohésion, d'identité et de spécificité culturelle dans le partage qui leur est propre et caractéristique de ce qu'on appelle une "nation". Quoique un Etat sans nation ne peut pas être conçu (ce soutien national est ce qui distingue précisément l'Etat d'autres centres d'élaboration et de décision juridique et politique), pas toujours la nation a un Etat. Mais toute nation se caractérise au moins par une vocation d'état, c'est à dire par une aspiration à se centraliser juridiquement et politiquement, en degré majeur ou mineur. En somme on peut attribuer au concept de "Nation" une fonction médiatrice entre celui de "peuple" et celui "d'état"(12).

Il est évident que le peuple chilien se constitua en nation et en état. Il n'y a donc pas de doute, que le Chili est titulaire du droit à la libre détermination, qu'un principe de longue tradition est de remarquable actualité reconnaît à tous les peuples (13).

(12). Voir le traitement un peu différent de ce thème dans le rapport préliminaire présenté par le rapporteur special M. Aureliu Critescu sous le titre "Le Droit des peuples à la libre détermination dans leur développement historique et actuel...etc." à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, Sous-Commission de la Prévention des Discriminations et Protection des Minorités. Document E/CN. 4 Sub. 2/L. 641, 8 Juillet 1976 (suite Rapport Critescu) p. 58 à 71.

(13). Une longue série de résolutions de l'Assemblée Générale ont réaffirmé et explicité le principe qui consacre ce Droit dans le Droit International Consuetudinaire, dans la Charte de l'Atlantique du 14 Août 1941, dans la Déclaration des Nations Unies du 1er Janvier 1942, dans la Charte des Nations Unies, articles 1 et 55, dans l'article 1er des deux Pactes Internationaux sur les Droits de l'Homme. Parmi ces résolutions se distinguent par sa projection historique la 1514 (XV) et la Charte sur les Droits et Devoirs Economiques des Etats, 3281 (XXIX). Voir une énumération de ces résolutions dans l'étude sur le sujet du rapporteur spécial de la Souscommission de Prévention des Discriminations...etc., M. Héctor Cross Espiell, de 20 Juillet 1976, document E/CN. 4 Sub. 2/377/Add. L p. 15 et notes 36 à 41. Le même auteur indique, d'autre part, les résolutions dans ce sens du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, ibid., p. 16-17 et des notes respectives.

Le droit mentionné concerne surtout un devoir d'un contenu négatif: celui qui pèse sur tous les autres peuples, nations, états, groupes et individus, de s'abstenir d'empêcher ou de mettre d'obstacle à la libre détermination d'un peuple. Dans le cas des Etats-Unis, ce devoir est traduit dans le principe qu'il leur est interdit d'intervenir ou de s'inmiscer dans les affaires des autres états, nations ou peuples. L'infraction maximale à un tel devoir consiste à substituer l'autodétermination d'un peuple à son hétéro-détermination. Cette hétéro-détermination peut résider dans des groupes ou individus du peuple lui-même, niant ainsi à la détermination son caractère, non seulement libre, mais populaire et social. Elle peut provenir aussi d'autres états. Dans ce cas, la dépendance d'un peuple par rapport à un état étranger est créée. La situation coloniale est la configuration la plus claire et nette de cette hétéro-détermination d'un peuple par un autre état. Selon la conception classique elle consiste en l'exercice, par des fonctionnaires désignés par l'état métropolitain, de l'administration des affaires du peuple colonisé, accompagné d'une importante immigration et d'une implantation de ces immigrants dans le territoire colonisé, déplaçant à leur préjudice les autochtones.

Il y a cependant des formes moins aiguës d'hétéro-détermination d'état, qu'on peut caractériser comme une pure hégémonie d'un état sur un autre. Dans cette catégorie il est possible d'inclure ce qu'on a appelé "néo-colonialisme". Cette situation se caractérise habituellement par les liens de dépendance que conserve souvent la nation accédant de droit à l'indépendance (14). Mais, deux corrections sont ici nécessaires; avant tout, la dépendance néo-coloniale peut exister à l'égard d'un état différent et plus puissant que la métropole en décadence; cet état peut même avoir fomenté le processus d'indépendance formelle et avoir aidé à l'accomplir, envisageant d'obtenir les bénéfices de la situation néo-colonialiste. Tel fut le rôle de la Grande Bretagne en Amérique du Sud et Centrale pendant le XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale au terme de laquelle elle fut remplacée dans cette fonction par les Etats-Unis. Deuxièmement ce type d'hétéro-détermination se donne presque toujours à travers la classe dominante nationale, étant cet élément un trait spécifique qui distingue cette situation de l'hétéro-détermination coloniale. Cette classe dominante, qui a parfois les traits propres à une bourgeoisie, engendre l'état et l'administre, ayant le souci de ne pas porter de préjudice aux investissements et aux intérêts de l'état plus puissant ou ceux des nationaux, étant donné que sa propre prospérité dépend des bénéfices que la Métropole ou ses investisseurs obtiennent.

Avant d'entrer dans la considération du cas chilien ou de celui d'autres pays de l'Amérique Latine il est convenable de

(14). Dans ce sens, Georg Schwazenberg, "Power Politics": A Study of World Society", London, Stevens and Sons, 1964, p. 181-182. Cela vaut la peine de retenir cette proposition de l'auteur: "The expensive paraphernalia of independent statehood does not make independence" (p.181).

considérer la relation existant entre le droit d'un peuple à se déterminer librement et les autres droits humains.

Tout d'abord, il faut se rappeler que ce droit a un fondement économique: la souveraineté d'un peuple sur ses ressources naturelles(15); et aussi des aspects en rapport avec la promotion sociale et culturelle(16). A la rigueur, on peut considérer que l'exercice de la libre détermination d'un peuple se reflète dans son développement économique; que celui-ci n'est qu'un moyen pour obtenir certains objectifs sociaux, et que, à son tour, le développement social est un moyen pour assurer le bien être et la dignité de l'homme (17).

Dans cette perspective, une violation quelconque aux droits de l'Homme porte atteinte à l'exercice du droit à la libre détermination du peuple, qu'il s'agisse des droits civils ou politiques tels que la liberté de pensée, la croyance, l'expression, celui de la sécurité personnelle, le droit à un procès juste, celui de réunion ou d'association, celui de la participation active dans les décisions politiques de la communauté et de la nation; ou des droits économiques, sociaux, et culturels tels que le droit au travail, à la sécurité sociale, à la protection et à l'assistance de la famille, la maternité et l'enfance, le droit à un niveau de vie adéquat et l'amélioration de la qualité de la vie, de la santé physique et mentale, à l'éducation et à l'information et à la participation dans la création culturelle.

(15). Voir l'étude citée de Cross Espiell, p. 12-13 et les notes respectives.

(16). Ibid., p.13. Dans le document des Nations Unies E/CN.4/1128 on lit que le droit à la libre détermination des peuples implique celui "de tout peuple indépendant à récupérer, maintenir et enrichir son patrimoine culturel (paragraphe 28).

(17). Ainsi l'affirme M. Critescu, dans le rapport déjà cité, p. 97 et 101. Il y a aussi cette affirmation: "Personne ne peut sérieusement dire qu'un pays dont la souveraineté et l'intégrité territoriale se voient menacées, ou qui se trouve sous l'occupation étrangère ou soumis à des pressions externes, peut employer dans l'application de ses propres programmes ou dans la recherche du progrès économique tous ses ressources humaines et matérielles ". (p. 109-110).

A l'inverse, n'importe quelle violation du droit du peuple à la libre détermination qui occupe dans le système des Droits de l'Homme une position littéralement "radicale", se reflète et se concrétise dans la violation de tous ou de quelques uns des autres droits. C'est pourquoi un auteur écrit que "le droit de libre détermination du peuple n'est que la transposition au plan collectif du concept des Droits de l'Homme (18).

Précisément pour cette relation qui conditionne doublement ce droit (synonyme de souveraineté populaire avec tous les autres droits) la communauté internationale a admis que le principe de non intervention ou non ingérence dans les affaires internes d'une nation n'est pas applicable quand il s'agit de la violation des droits de l'Homme: une telle violation témoigne véritablement de la diminution, réduction ou suppression de la souveraineté populaire niant ainsi l'effectivité de la souveraineté que ce principe prétend défendre.

Les dénonciations constantes, suffisamment prouvées, des violations graves et répétées des Droits de l'Homme au Chili depuis le 11 septembre 1973, s'érigent en témoignages de la privation du droit à la libre détermination au Chili. Elles deviennent une sorte de "symptôme", suivant la métaphore que j'ai employée au début, de l'épidémie qui frappe le Chili aujourd'hui. Maintenant je vais diagnostiquer sa nature précise.

6/.L'hétéro-détermination d'état suppose que le pouvoir de décision aussi bien politique qu'économique et social réside dans un état étranger à celui qui la subit et dans des intérêts protégés par cet état. Il faut faire ici la distinction entre une hétéro-détermination indirecte et une directe.

La première est celle dont l'influence étrangère s'exerce comme on l'a déjà expliqué, à travers la classe dominante du peuple soumis et dans certains cas par la bourgeoisie nationale interposée. L'hétéro-détermination reste ainsi dissimulée, car, bien que les intérêts étrangers constituent à la limite, la base de sustentation de tout le système, l'état semble être engendré dans le propre pays soumis et servir, directement au moins à son peuple, ou à sa classe dominante. Plus que néo-colonialisme, expression qui laisse entendre qu'il s'agit d'un nouveau type de colonialisme, une telle nouveauté n'existant pas, il est préférable de dire crypto-colonialisme pour faire allusion à l'exercice caché, parce qu'indirect, de la domination étrangère.

(18). Rapport Critescu, p. 29 cf. aussi p. 56 à 58. Voir aussi Héctor Cross Espiell première partie de l'étude citée, document E/CN. 4/ Sous.2/377 du 11 juillet 1976, p.14. Assemblée Générale XVème période de sessions, annexes, documents A/4526, p.2.

L'hétéro-détermination étatique directe est en revanche ce qui constitue le colonialisme. Mais il faut considérer la manière dont s'est élargie la réalité sociale et historique que ce concept recouvre. Les colonisations les plus fréquentes du monde actuel ne correspondent pas au colonialisme traditionnel, pratiqué principalement par les Etats Européens dès le XVème siècle jusqu'à la moitié du XXe. Il n'est pas essentiel aujourd'hui pour qualifier une situation coloniale, que des nationaux de la métropole exercent le pouvoir dans le pays soumis ni que leur désignation soit faite non plus par la métropole: il suffit que l'action de la puissance dominante ait été l'élément décisif pour placer dans les positions de commandement des personnes ou des groupes, appartenant en général au pays soumis, mais engagés, obligés, (par la base même de leur autorité ainsi que par les intérêts économiques sur lesquels ils s'appuient), à suivre une politique qui favorise les intérêts de la puissance dominante et qui porte atteinte par contre, à ceux du peuple soumis et même à leurs classes dominantes. Il n'est pas non plus nécessaire que dans le territoire occupé, d'après les caractéristiques actuelles du colonialisme, se produise une immigration importante de personnes physiques liées à l'état dominant. Les colonnes actuelles peuvent souvent être des "personnes juridiques": les filiales des grandes corporations ou compagnies multinationales qui ont la protection de la métropole. Il y a des formes encore plus insidieuses et intangibles de pénétration coloniale, parmi lesquelles les prêts, désignés parfois par l'euphémisme "aide", soumis à la condition d'investir tout leur montant dans l'achat de marchandises que produit la métropole.

Le fait que le colonialisme change de forme n'empêche pas de le reconnaître. Comme l'exprime un document de l'Assemblée Générale des Nations Unies, "la Charte est un document vivant, et les obligations prévues dans le chapitre XI (concernant l'obligation d'assurer la libre détermination des peuples soumis doivent être considérées comme révélant le nouvel esprit de l'époque"(19).

Un Juriste observe très justement: "L'objectif de la décolonisation complète ne s'est pas achevé universellement, car, différents moyens ont été utilisés au mépris de la Déclaration d'Indépendance des pays colonisés, pour empêcher ceux qui sont encore en situation de dépendance d'exercer leur droit fondamental à la libre détermination. Les diverses pressions culturelles, militaires et économiques appliquées par certains états pour perpétuer leur domination sur d'autres peuples sont souvent aussi dangereuses que le colonialisme classique"(20).

(19). Assemblée Générale XV période de sessions, annexes doc. A/4526, p.2.

(20). Critescu, rapport cité, p. 51-52.

Nous savons donc déjà, comment, dans le cas de Chili, l'initiative et le financement de l'opération qui remplaça le gouvernement constitutionnel de Chili, par l'actuelle Junte Militaire, est imputable au gouvernement des Etats-Unis et à leurs fonctionnaires et leurs agences. Nous savons aussi que ce gouvernement avait été élu démocratiquement par le peuple chilien sur la base d'un programme de récupération de sa pleine indépendance économique comme nation et que la Junte par contre non seulement est née d'une sédition militaire, mais repousse dès le début la possibilité d'une consultation populaire et même détruit dans ce but, et dans le but de bien faire connaître sa position à ce sujet, les registres électoraux. Nous savons enfin, que des collaborateurs de la CIA ont élaboré avant le coup d'état le plan économique global que la Junte devait mettre en pratique et dont l'application inflexible, n'a pas seulement généralisée une misère horrible au Chili, mais aussi, en raison de la dégradation et la contraction du marché interne et par la réduction à un quart des taxes douanières qui grèvaient auparavant l'importation de marchandises, elle a ruiné l'industrie et le commerce nationaux, c'est-à-dire a ruiné à la bourgeoisie(21) chilienne elle-même. Il n'est pas exagéré de dire en conséquence qu'au moins les secteurs industriels et commerciaux de cette bourgeoisie ont été frappés plus durement comme classe par la Junte Militaire qu'ils ont aidé à monter au pouvoir, que par le gouvernement antérieur. Et il ne peut pas y avoir de doute sur le fait que tandis que le gouvernement représentait la libre détermination du peuple chilien, la Junte porte atteinte à une telle détermination et sert l'état et les intérêts qui la portèrent au pouvoir.

Cela correspond à une politique générale de l'impérialisme américain. Au début de la deuxième guerre mondiale, mais surtout au cours des années 60, la conviction qu'il y avait un maillon inutile, inefficace - et souvent coûteux - dans la chaîne de transmission du pouvoir de cette puissance envers les pays de l'Amérique Latine, a fait son chemin. Ce maillon gênant, c'est la bourgeoisie locale de ces pays. Plus expéditif pour imposer l'ordre impérial, plus efficace pour exercer la répression nécessaire et pour éviter des rébellions perturbatrices, s'avère l'emploi d'un ascendant direct sur les Forces Armées de ces pays par la métropole. L'estension juridico-diplomatique de la doctrine Monroe, devenue une consigne politique pour tout le continent; la signature du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque et d'une série de pactes militaires; les réunions périodiques des Commandants en Chef des Forces Armées Américaines, dont les agendas et les résultats restent secrets même pour les gouvernements des pays de l'Amérique Latine; l'entraînement à grande échelle de militaires latinoaméricains à Panama et dans les Etats-Unis, mettant l'accent sur l'endoctrinement idéologique (22); l'organisation des opérations navales appelées Unitas; la

(21). Plus exactement, de 94% à 24% , telle est la réduction en moyenne, des taxes douanières dès septembre 1973 jusqu'à 1977(information donnée à la presse par Roberto Guerrero Avocat Principal de la Banque Centrale du Chili, et Juan

multiplication des prêts à la destination des Forces Armées de l'Amérique Latine(23); enfin, l'accentuation d'une dépendance logistique par la fourniture d'armements, dont les pièces de rechange peuvent seulement être fournies par l'industrie américaine (24) tels ont été les moyens pour parvenir à ce but. La première application pratique de cette politique en fut le coup d'état qui renversa le Président Joao Goulart du Brésil en 1964. De nos jours, tous les pays sudaméricains à l'exception de la Colombie, du Venezuela et de la Guyane, ont des gouvernements militaires. Presque tous appliquent une politique économique similaire. Il serait du plus grand intérêt de faire une étude qui comparerait l'énoncé des politiques au Chili, en Argentine et en Uruguay, par exemple, et les mesures pratiques qui les concrétissent. On mettrait ainsi en évidence une identité qui peut seulement provenir d'une direction commune, comme élément de la politique internationale des Etats-Unis.

En somme, le fascisme extérieur de cette puissance peut-être ajouté au colonialisme qu'elle pratique, comme coordonnée qui permet de mieux comprendre la situation actuelle du Chili et des autres pays de l'Amérique Latine et notamment du cône Sud.

Ramon Samaniego, Secrétaire Exécutif du Comité des Investissements Etrangers, en tant que porte-parole du Ministre du Trésor Public, Sergio de Castro; "El Mercurio", 18 mars 1977; dans l'édition internationale de la semaine du 13 au 19 mars 1971, p. 5.

(22). Voir, sur les derniers points, que, dans la période 1970-1973, tandis que l'économie chilienne subissait un véritable blocage financier, l'approvisionnement militaire de ce pays n'a pas diminué; au contraire le total des quatre années précédents au Chili fut doublé (Chili, le dossier noir, Paris. N.R.F. Gallimard, 1974, p. 91). Cf. aussi les tables de matières II, III, IV et V du Rapport Church, p. 34 et 37-38; on peut observer que les ventes d'armes pour l'Armée de l'Air sont passées de 7.5 à 76 millions dollars entre 1970 et 1973: Table de matières IV, p. 37).

(23). Voir Joan Garcés. "Le problème chilien: démocratie et contre-révolution", Verviers, Marabout 1975, p. 29.

(24). Voir "Origine étrangère de l'autonomie militaire au Chili", citation de l'ancien Sénateur chilien Raul Ampuero, président pendant de longues années de la Commission de la Défense Nationale du Sénat, dans "Chile América", N°s 10-11, 1975, p. 56 sg., et "Chili ou le Pentagone" dans le volume "Les Forces Armées et le coup militaire au Chili" (sélection de textes de la revue "Chile Hoy". Mexique-Madrid-Buenos Aires, Siglo XXI, p. 486 et svts. Enfin, voir ce que dit Nelson Rockefeller sur l'opportunité de favoriser des régimes militaires en Amérique Latine, comme conclusion de sa tournée dans l'Amérique Latine dans le rapport qu'il titra "La qualité de la vie en Amérique Latine" cité par Armando Uribe, op. cit. p. 37.

Il faut prévoir une possible observation à la thèse que j'ai défendue: la politique de l'administration actuelle des Etats-Unis, son attitude moralisatrice avec un fort accent mis sur le respect des Droits de l'Homme, semblerait accréditer un changement radical dans cette puissance et un refus des régimes militaires fortement répressifs qu'elle instaura auparavant en Amérique Latine.

A cela je réponds: quelles que soient les intentions personnelles du Président des Etats-Unis - et dans le cas de M. Carter je tends à penser que ce sont les meilleures, - son action politique ne peut en aucun cas dépasser les limites que lui signalent les pouvoirs économiques qui le composent. Et ces pouvoirs ne sont certainement pas disposés à démonter et à abandonner l'empire qui s'est créé en Amérique Latine et qui s'est renforcé considérablement dès qu'on a placés au commandement non pas des gouvernants mais des gouverneurs, lesquels obéissent directement aux ordres de leurs maîtres.

On peut remarquer deux étapes succesives dans un processus de colonisation en voie de consolidation. Il peut être caractérisé comme le passage de la conquête à la juridicité coloniale pacifique. C'est celui qu'a fait l'Espagne dans les colonies américaines où son domaine est mieux assis, entre la fin du XVIe siècle et les débuts du XVIIe; un certain type humain d'envahisseur est remplacé par un autre: aux "conquistadores" succèdent les solonnes; aux guerriers, les laboureurs, les commerçants et les juristes (25).

Si cette manière de lire la réalité actuelle du Chili et d'autres pays de l'Amérique Latine est exacte, on comprend, "mutatis mutandis", que certains puissent considérer déjà accomplie, au Chili et dans d'autres pays de l'Amérique Latine, l'étape de la conquête: les défenses douanières des industries nationales ont été abatues, ces industries liquidées; la population apparaît si intimidée par le régime militaire qu'il est invraisemblable qu'une certaine relâche du système répressif puisse être envisagée (surtout si cette situation a signifié une amélioration du niveau de vie, d'où dérive une certaine complaisance qui tend à faire que la population renonce à ses objectifs antérieurs de conquérir et d'assurer l'indépendance nationale). La substitution des autorités en place, associés à la répression, par d'autres, peut-être civiles tout en gardant intact et disponible l'appareil militaire dirigé par l'impérialisme, avec un pouvoir de veto sur les autorités politiques, serait la condition pour que l'actuelle police secrète devienne un groupe paramilitaire qui appliquerait la terreur répressive clandestinement. Une autre condition serait que l'impérialisme crée quelques industries dans ces territoires ou installe quelques maillons de la chaîne industrielle là où se trouve une main-d'oeuvre à bon marché, afin de créer des emplois et des revenus, et déterminer, sinon l'assentiment, du moins une certaine résignation face au coup d'état et au régime colonial imposé.

(25). Dans l'histoire de Chili cette transformation est bien marquée dès le début de la période de Hurtado de Mendoza.

Observons enfin, que tandis que la seule caractérisation du régime chilien comme un fascisme nous amène à l'antifascisme, réaction défensive qui tend à rétablir ce qui existait avant, la compléter avec les traits du colonialisme nous conduit à organiser un mouvement de libération, national et social contre le régime colonial dont le peuple du Chili se situe en solidarité avec d'autres de l'Amérique Latine dont le sort est similaire au sien. Dire "mouvement", c'est exprimer l'impératif d'avancer, d'aller plus loin d'où on était; dire "libération du colonialisme" c'est aussi l'imputer à son vrai protagoniste. Dans la perspective qui provoque la conjugaison de ces deux concepts, s'ouvre l'espace du possible qui encadre les limites de l'action politique. Il ne s'agit pas de restaurer la bourgeoisie; l'impérialisme l'a liquidée à travers la politique économique que ses délégués militaires ont appliquée suivant ses instructions et sous sa surveillance: il s'agit plutôt, d'avancer d'une façon révolutionnaire vers un socialisme authentique et créateur.

9/. Avec ce qu'on vient de dire on ne prétend rien innover par rapport à ce que les Partis de l'Unité Populaire ont déjà accordé, à l'intérieur et à l'extérieur. La déclaration de septembre 1976 signée à Belgrade par leurs représentants met l'accent qui convient à la participation du Pentagone et des compagnies multinationales à l'initiative du gouvernement des Etats-Unis en ce qui concerne le coup d'état et la situation actuelle au Chili. Elle rejette directement les formules de rechange conçues par l'impérialisme américain à l'égard du régime militaire" dont il est son "progéniteur et son principal bénéficiaire"; la déclaration appelle à l'élaboration d'un projet historique nouveau", orienté vers le socialisme, et réaffirme que les concepts de liberté, de démocratie et de socialisme vont indissolublement liés. tel est aussi la tonique et l'orientation du Document Politique de décembre 1976 émis par les directions des partis de l'Unité Populaires à l'intérieur. Il contient des passages remarquables dont le suivant: Nous entendons notre lutte comme étant liée à celle de tous les peuples du continent pour leur liberté et leur indépendance économique et sociale". Et cet autre: " La montée de la résistance démocratique, l'affaiblissement progressif de la dictature et le destin historique des régimes dictatoriaux fascistes dans tout le monde, oblige le gouvernement Carter à faire pression pour "nettoyer" et un "changement de façade" de la dictature chilienne. Son but est de garantir de manière stable la domination impérialiste en Amérique Latine et maintenir isolés privés d'initiative aux peuples et à la classe ouvrière. L'objectif des Etats-Unis n'est pas la défaite du fascisme au Chili mais d'habiller en déguisements "démocratiques" la domination impérialiste et des grands capitaux et d'empêcher l'unité de la classe ouvrière avec toutes les tendances et courants démocratiques". En fin: "Notre but ne s'arrête pas au renversement de la dictature. L'Unité Populaire a une réponse pour la crise dans laquelle le fascisme nous a mis. Cette issue que nous proposons envisage la transformation de notre société au profit des plus amples masses de notre pays. Après la nuit fasciste il n'est pas possible de retourner au passé;

Il est aventureux d'anticiper si le cours des événements prendra ce cap, et si dans tel but il y a un plan précis et élaboré, dans les centres de décision métropolitains, ou plutôt une sorte d'orientation fluide des intérêts en jeu, ce qui résulte de l'élimination successive des autres solutions.

J'incline à penser cependant qu'un tel plan, soit-il délibéré ou spontané, est voué à l'échec "plus tôt que prévu" citant les paroles d'Allende.

A telle fin, la convergence de la coordonnée qui définit la situation chilienne comme "fascisme", avec celle qui la définit comme "colonialisme", non seulement situe théoriquement le problème avec une plus grande exactitude, mais apporte des éléments importants pour le résoudre.

Quand le droit d'un peuple à sa libre détermination a été violé et surtout quand ce peuple est soumis à une domination coloniale étrangère, il a le devoir - expressément reconnu comme légitime, (27) d'organiser un mouvement de libération nationale (26). C'est alors que ce droit est lié non seulement avec le devoir négatif des autres peuples, nations ou Etats, de s'abstenir de porter atteinte contre cette libre détermination, mais avec le devoir positif qui leur incombe de prêter leur aide au peuple en lutte pour sa libération (28). Il est connu que les Nations Unies, y compris son Conseil de Sécurité, ont admis au sein de leurs délibérations, en qualité d'observateurs, les représentants de quelques mouvements de libération nationale (29). Finalement, on doit tenir compte que la récupération de la libre détermination - en conformité avec le Droit International que les Nations Unies et ses divers organismes ont élaboré et expliqué - ne consiste pas en une indépendance formelle comme serait par exemple l'expulsion des forces étrangères et de leurs mercenaires et la fin de la domination étrangère, mais en une expression de la volonté populaire exprimée par des consultations démocratiques, libres et authentiques (30). Comme l'exprime justement un Juriste: "si un peuple ayant obtenu son indépendance se trouvait ensuite privé de la libre détermination sur le plan interne, le principe serait miné par sa base"(31).

Nous sommes loin donc de la considération de cette souveraineté formelle attribué aux états, c'est-à-dire à leurs pouvoirs établis et non aux peuples qui souffrent la domination, et plus loin encore de toutes les idéologies et les propos - "christianiser", "civiliser", "éduquer", etc - avec lesquels on a prétendu justifier le colonialisme (32). Selon les maximes acceptées aujourd'hui comme valables, chaque fois que le droit d'un peuple à sa libre détermination a été violé, l'interdiction adressée aux états d'intervenir dans les affaires d'un autre état, nation ou peuple, devient l'obligation d'intervenir pour restaurer sa souveraineté supprimée ou mutilée et l'exercice de sa volonté collective exprimée démocratiquement.

(26). "La domination coloniale et étrangère entraîne n'importe quelle forme de domination à laquelle on donne n'importe

la magnitude de la crise économique réclame des solutions rigoureuses et le préjudice portée à l'entente démocratique des chiliens nous exige la création d'une nouvelle institution qui barre définitivement le passage au fascisme et qu'ouvre les portes à une démocratie socialiste".

A la rigueur, je n'ai prétendu que tirer les conclusions de ces déclarations si justes et encourageantes.

quel nom; elle comporte la privation d'un peuple de son droit à la libre détermination par des éléments externes", écrit Gross Espiell, qui cite à ce sujet les opinions de plusieurs gouvernements et organisations à qui il leur demanda pour élaborer son étude. Parmi ces opinions on souligne la suivante: "La République Démocratique Allemande considère que le mot "peuples soumis à la domination coloniale étrangère" inclue les nations et peuples auxquels une puissance impérialiste étrangère, au moyen d'une attitude coercitive sur les plans politique, économique et militaire empêche d'exercer leur droit à la libre détermination, ou dont leur libre détermination souffre d'autres limitations. Le terme concerne, en particulier les peuples ou groupes importants d'un peuple dont le territoire a été occupé ou annexé illégalement par un agresseur. Les victimes des diverses formes d'agression impérialiste ont le droit de résister avec tous les moyens dont elles disposent et à utiliser l'appui de la communauté internationale pour appliquer son droit à la libre détermination". (Etude citée, document E/CN.4/Sub. 2/377, du 14 Juillet 1976, p. 9 et notes 10 et 11 à la p. 11).

(27). Dans la résolution 3103 (XXVII) l'Assemblée Générale des Nations Unies, réaffirmant le contenu des résolutions 2189 (XXI) et 2326 (XXII), proclama que: "Le lutte des peuples soumis à la domination coloniale étrangère et aux régimes racistes pour l'application de leurs droits à la libre détermination et à l'indépendance est légitime et elle est pleinement d'accord avec les principes du Droit International". La même résolution ajoute que "les conflits armés qui comporte la lutte des peuples contre la domination coloniale et étrangère et contre les régimes racistes doivent être considérés comme des conflits armés en accord avec les conventions de Genève de 1949, et la condition juridique établie par ces conventions et d'autres instruments juridiques internationaux doit s'appliquer aux combattants et aux personnes qui participent à la lutte armée contre la domination coloniale et étrangère et contre les régimes racistes".

(28). La résolution 3300 (XXIX) de l'Assemblée Générale déclara que la prestation par les Nations Unies de toute l'assistance morale et matérielle nécessaire aux peuples des territoires colonisés, et notamment la population des zones libérées et leurs mouvements de libération national était un corollaire de la légitimité de la lutte de ces peuples pour obtenir leur liberté et leur indépendance! Cette déclaration

a été réaffirmé par le Conseil Economique et Social dans ses résolutions 1892 (LVII) y 1978(LIX) du 1er. Août 1974 et 31 Juillet 1975 respectivement. Sur le devoir qui ont les états de promouvoir la libération des peuples soumis et d'apporter son appui aux efforts des Nations Unies pour liquider les régimes coloniales, de domination étrangère ou racistes, voir la résolution 3103 ("Principes de base de la condition juridique des combattants en lutte contre la domination coloniale et étrangère et contre les régimes racistes") Cf. Critescu, rapport cité, p. 91. D'un intérêt spécial est le fait que les Nations Unies aient demandé un consensus ou permission préalable au Conseil des Nations Unies pour Namibie comme condition pour qu'une personne ou entité puisse exploiter les ressources naturelles de ce pays, pendant que celui-ci n'obtienne son indépendance, et on ajoute que "le future gouvernement indépendante de la Namibie pourra rendre coupable des dommages et prejudices à toute personne, entité ou compagnie qui ait violé ce decret". (A/AC/131/33, du 7 octobre 1974).

(29). Voir l'étude cité de Gross Espiell E/CN.4/Sub.2/377/And. 1. p. 32 (N°160) y E/CN.4/Sub.2/377,p. 19 (N°58).

(30). Cour Internationale de Justice, Opinion consultative sur le Sahara Occidentale, Recueil, 1975, par. 55 et 59, p. 31 et 33; voir aussi p. 72-73 et 99-100. La résolution 2542(XXIV) de l'Assemblée Générale, titrée "Déclaration pour ce progrès", "l'indépendance nationale fondée sur le droit des peuples à la libre détermination", et la résolution 2945 (XXVII) concernant le Zimbabwe déclare qu'il ne peut avoir d'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement majoritaire... et... que toute solution sur le future de ce territoire doit être élaborée avec la pleine participation des dirigeants politiques qui représentent authentiquement la majorité du peuple de Zimbabwe et doit être apûyée librement et totalement par le peuple".

(31). Critescu, Rapport cité, p. 94. L'auteur ajoute que cet aspect du principe considère entre autres "le droit à adopter le système politique, économique et social qui leur convient le mieux" et " le droit à disposer en toute liberté de leurs richesses nationales et de leurs ressources naturelles, selon leurs interêts" (p.95).

(32). Cf. sur cela Schwarzenberg, op. cit. p. 72 à 74 et Hernan Santa Cruz, "La discrimination raciale", E/CN.4/Sub.2/307/Rev.1 Publications des Nations Unies, 1971, p. 9;

SUPREMATIE MILITAIRE ET ALTERNATIVE DEMOCRATIQUE

EN AMERIQUE LATINE

José Antonio VIERA-GALLO

Il aurait été difficile d'imaginer une discussion comme celle-ci il y a quelques années. A cause du sujet qu'elle aborde et des circonstances dans lesquelles elle se réalise. Il s'agit d'une réunion d'exil. Presque tous ceux qui sommes ici, d'une façon ou d'une autre, venons d'un drame politique aux dimensions continentales. Nous devons tenir compte des effets de l'exil et de la distance. Nous risquons de demeurer fixés dans le passé, de nier inconsciemment les transformations qui ont lieu dans notre pays. De plus, le fait que beaucoup d'entre nous habitent en Europe accentue le déracinement culturel. C'est un autre aspect dont il faut tenir compte : parfois sans le vouloir nous adoptons une vision "eurocentrique" de l'Amérique Latine, transposition qui a toujours été fortement présente dans notre histoire et dans la formation des intellectuels.

Tout ceci doit nous inciter à avoir une position constamment critique face à nos propres jugements, afin que cet exil soit un temps privilégié de réflexion, d'étude et d'analyse.

Les changements qui ont eu lieu en Amérique Latine ces dernières années ont une portée historique. Nous vivons une nouvelle étape, différente des précédentes -tragiquement différente-, qui a remis en question les schémas préconçus et les habitudes politiques. Comprendre cette nouveauté constitue une exigence inéluctable. Ce n'est pas cependant une tâche facile. Ni pour les individus ni pour les forces politiques. Parce que nous sommes immergés par cette marée d'évènements et, que nous le voulions ou non, nous sommes responsables du cours qu'ils ont suivi. L'autocritique sincère n'est pas une vertu répandue.

Nous sommes certains que des initiatives comme celle-ci contribuent à approfondir la connaissance de notre réalité et à agir sur elle d'une façon plus efficace. Nous devons donc remercier la Ligue Internationale des Droits et de la Libération des Peuples ainsi que la Municipalité de Bologne de nous avoir offert cette opportunité.

Origine du nouveau militarisme

La militarisation de la politique latinoaméricaine, la naissance d'un nouvel Etat autoritaire, militariste, dépendant et répressif ; la cristallisation d'un système militaire d'alliances internationales ; le renforcement de l'hégémonie nord-américaine sur l'Amérique Latine ; la défaite des mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques dans tant des pays ; la perte la plus complète de tout vestige de démocratie et de liberté ; la mise en route de politiques économiques anti-nationalistes,

au service du capital multinational ; la répression sans pitié de toute forme d'opposition et de critique ; l'assassinat, la torture, les otages, la prison et l'exil de toute une classe politique ; la domination de la vie artistique, scientifique et culturelle, ne sont pas des faits secondaires. Nous vivons, comme nous venons de le dire, une nouvelle étape caractérisée par le recul général des forces populaires et par une involution dans tous les domaines de la vie sociale.

L'expression la plus importante de ce processus régressif est la naissance d'un nouveau militarisme inspiré par les théories de la Sécurité Nationale. Une véritable symbiose s'est produite entre le Nouvel Etat et les Forces Armées, qui sont devenues de fait un parti politique officiel. Ce militarisme, -il est vain de le dire- diffère profondément des interventions traditionnelles des officiers dans la politique latinoaméricaine. Il a pris le corps à partir du coup d'Etat au Brésil en 1964 et des régimes militaires argentins successifs ultérieurs à la chute de Peron et de Frondizi. Une véritable extrapolation des structures et des valeurs militaires autoritaires s'est produite dans tout le système social. La doctrine dite de la "Sécurité Nationale" a dépassé les murs des écoles de hautes études militaires pour devenir l'idéologie officielle de l'Etat.

Ce nouveau militarisme a des racines structurelles et des causes historiques, nationales et internationales. Après la 2ème Guerre Mondiale ont lieu en Amérique Latine une série de phénomènes, reliés entre eux, qui débouchent sur l'état actuel des choses. Il convient de signaler parmi eux :

I. En premier lieu, à partir de la deuxième moitié des années 50, se produit la crise de l'Etat libéral-populiste provoquée, principalement, par le réajustement du système capitaliste international et par la pénétration massive des entreprises multinationales qui en découle. Cet impact désarticule le processus d'industrialisation nationale, qui avait surgi grâce au protectionnisme de l'Etat et à une ample alliance de classes. En effet, l'Etat libéral-populiste est né de la participation des secteurs moyens du patronat industriel, et du prolétariat urbain. Ce bloc social vainquit politiquement l'oligarchie terrienne et commerciale, sans l'éliminer en tant que classe, et fut à l'origine d'une nouvelle forme d'Etat. A cette nouvelle hégémonie correspondit un type de développement économique différent du précédent.

La direction de l'Etat fut presque toujours entre les mains des secteurs moyens urbains, lesquels purent articuler un système d'alliances qui leur permit de jouer un rôle prépondérant dans la société. Vis-à-vis de l'oligarchie il y eut une espèce de pacte de non-agression et on lui laissa son pouvoir dans les campagnes. La lutte politique était intense à l'intérieur des forces démocratiques de l'Etat. L'expression civile et militaire de ce mouvement populiste varia en fonction des pays et de leurs traditions. Il y eut une relation étroite entre les nouveaux officiers et les couches moyennes : le populisme fut l'élément politico-militaire qui rendit possible la modernisation des Forces Armées. Cependant, l'influence

sociale, politique et idéologique de l'oligarchie sur les militaires ne disparut jamais. Les Forces Armées furent un terrain de combat politique entre les différents secteurs dans le but de gagner de l'influence parmi leurs rangs. Le projet de l'oligarchie fut toujours celui de la prise du pouvoir par les armes, la reconquête de son hégémonie perdue et la destruction de l'appareil d'Etat libéral-populiste. Elle vécut pendant des années à l'affût du pouvoir, attendant le moment opportun, et en s'adaptant aux nouvelles circonstances, tout en conservant un fort instinct de classe.

L'Etat libéral-populiste fut renforcé par l'industrialisation nationale, qui suivit le schéma de la substitution des importations, c'est-à-dire, la phase communément dénommée "industrialisation facile". La bourgeoisie industrielle du pays se transforma en un puissant groupe de pression sur l'Etat. Jamais, cependant, elle n'eut la consistance de classe qui lui permette de conduire avec succès le processus de développement capitaliste. On a beaucoup discuté à ce sujet, mais il n'y a pas de doute que la bourgeoisie nationale en Amérique Latine était et continue d'être politiquement et culturellement faible.

Une profonde transformation de la structure de classes de la société a lieu causée par l'impact des multinationales. Les investissements étrangers limitent le domaine d'action des entrepreneurs du pays, économiquement incapables de concurrencer les entreprises étrangères. La rentabilité des entreprises nationales est réduite, en grande partie à cause du type de technologie utilisée.

La pénétration du capital étranger provoque une scission structurelle dans l'industrie et la bourgeoisie, qui se reflète par la formation d'une nouvelle classe étroitement liée au système capitaliste international, dans laquelle convergent un secteur de la vieille oligarchie commerciale et un secteur de la bourgeoisie nationale. Il s'agit d'une nouvelle élite d'entrepreneurs; moderne et technocratique, qui entre en contradiction immédiate avec l'Etat libéral-populiste. Unie à l'oligarchie, elles pressionnent de l'intérieur des structures démocratiques vers une involution autoritaire qui puisse, de fait, changer la nature de l'Etat. Cette élite d'entrepreneurs, qui n'a pas de parti politique, compte bien entendu sur l'appui des forces impérialistes et pendant quelque temps cherchera un moyen privilégié d'expression et d'action, et naturellement s'orientera vers les militaires.

De son côté, l'Etat libéral - populiste et son projet politico-économique d'industrialisation et de dirigisme économique, font crise. L'étape facile d'industrialisation se termine. L'hégémonie politique se dissout. Les institutions et les partis politiques perdent leur représentativité. Le mouvement ouvrier essaye de reconstituer l'alliance populiste, en incluant cette fois-ci les paysans, qui dans certains pays émergent en tant que force politique nouvelle, et propose un programme qui signifie ou bien la revendication d'un poids spécifique inconmensurablement plus fort dans la conduite de la société, ou bien une démocratisation rapide de l'Etat vers une transformation globale

de la société dans un projet socialiste. De même, face à la crise, ont lieu des efforts de modernisation bourgeoise de type progressiste. Le processus politique chilien illustre de façon caractéristique ces changements.

Ce qu'on appelle habituellement "un vide de pouvoir" se produit et les Forces Armées sont poussées à assumer la conduite de la société : chacun recherche une alliance avec elles dans le but de les attirer vers soi. Le populisme dans ses diverses expressions, y compris les mouvements dirigés par la classe ouvrière, a besoin d'une médiation politique d'intérêts, qui, vu les conditions de crise organique, peut uniquement être faite par les militaires ; cependant, le poids politique des multinationales et de la coalition de classes qui s'est formée autour de la droite traditionnelle et de l'élite d'entrepreneurs transnationale a été dans tous les cas plus puissante et a entraîné derrière elle, non sans disputes parmi les officiers et les soldats, les Forces Armées au pouvoir.

2. Le deuxième élément est la transformation profonde du rôle des militaires dans la vie politique latinoaméricaine. Leur fonction traditionnelle comprenait : a) la défense du territoire national ; b) la répression propre à l'Etat libéral-populiste et c) la médiation politique, directe et indirecte, à l'intérieur du bloc populiste.

Dans certains pays, comme au Chili et en Uruguay, la fonction militaire a assumé essentiellement les caractéristiques du légalisme et du professionnalisme apolitique ; par contre, dans d'autres pays, comme le Brésil, l'Argentine, et le Pérou, il y a eu une certaine conscience du rôle politique des institutions armées. Cependant, l'aspect déterminant de la fonction militaire a été la référence à une éventualité de guerre extérieure. En effet, il y a toujours eu en Amérique Latine des rivalités géopolitiques et des disputes frontalières.

Cette fonction des militaires dans l'Etat change peu à peu, et parallèlement, surgit la doctrine de la Sécurité Nationale, en tant qu'expression et cause des transformations qui ont lieu dans les casernes et dans la société en général. Une nouvelle mentalité politique se crée ainsi parmi les officiers.

Jusqu'à la fin de la dernière guerre mondiale, les armées latinoaméricaines conservaient des liens étroits avec les Forces Armées européennes -anglaises, françaises et allemandes- par lesquelles elles étaient instruites et entraînées. Dans les années 40, un certain esprit critique commence à se manifester parmi les officiers vis-à-vis du type d'enseignement qui leur est offert par les européens, qui se limite presque exclusivement aux aspects tactiques de la guerre, délaissant presque entièrement le nécessaire contexte stratégique. Même les sujets tactiques sont abordés de façon abstraite : on prend comme

modèle les mouvements de grandes unités ayant eu lieu pendant la Première Guerre Mondiale, sans tenir compte des particularités d'Amérique Latine (topographie des possibles batailles, capacité guerrière réelle, etc). Les officiers aspirent donc à une formation plus complète et adéquate, correspondant à une étude sérieuse de la stratégie militaire. A la fin de la 2ème Guerre Mondiale cette aspiration est recueillie par les gouvernements de la région et se créent par exemple, le Centre de Hautes Etudes de l'Armée Argentine (1943), L'Ecole Supérieure de Guerre du Brésil (1949), le Centre de Hautes Etudes Militaires du Pérou (1950). Cela coïncide avec la réouverture du War College des Etats Unis (1947) et avec la configuration du système interaméricain de défense à travers la signature du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (Rio de Janeiro, 1947).

La géopolitique et la géostratégie qui deviendront par la suite les piliers de la doctrine de la Sécurité Nationale, sont diffusées dans des nouveaux centres d'étude. L'influence nord-américaine commence ainsi à se dessiner parmi les officiers. L'oeuvre de géopolitique nord-américaine "Les Etats-Unis face au monde" de J. SPYKMAN (1942), qui soutient que la domination nord-américaine dans le continent est une condition de son hégémonie mondiale, trouve une grande diffusion. La sécurité des Etats latinoaméricains est conçue comme indissolublement liée à la sécurité des USA. Reprenant la doctrine Monroe on identifie la menace de la sécurité de l'hémisphère avec le pouvoir militaire de la URSS. La crainte de l'expansionnisme soviétique en Amérique Latine plus qu'une menace réelle était, comme l'a confessé MORGENTHAU lui-même, une nécessité politique interne des Etats-Unis et de sa politique extérieure. Le continent est conçu alors par les militaires comme une "unité géopolitique" ; les conflits frontaliers perdent leur signification (bien qu'ils n'aient jamais cessé d'être pris en considération) et les militaires commencent à percevoir leur fonction de défense en des termes nouveaux.

Un double changement se produit. D'une part, commence la dénationalisation des Forces Armées Latinoaméricaines, qui deviennent le véhicule privilégié de l'influence impérialiste. D'autre part, la doctrine de la Sécurité Nationale implique une conception autoritaire de l'Etat, opposée à l'Etat démocratique et populiste, d'où l'aspiration des militaires à un rôle dirigeant dans l'Etat. L'idée de la direction militaire se répand. Un refus des idées démocratiques, très lié à la pénétration impérialiste, a lieu.

Cette transformation de la mentalité militaire et des structures militaires est très liée au processus de pénétration du capital multinational.

3. En dernier lieu, le triomphe de la révolution cubaine produisit un profond impact au Pentagone et dans les Forces Armées latinoaméricaines, au coeur du système interaméricain, dans le "mare nostrum" des USA, non seulement une révolution populaire avait triomphé contre l'armée professionnelle (qui était pratiquement en décomposition), mais de plus le nouveau pouvoir se déclarait socialiste et resserrait ses liens avec l'URSS,

même dans le domaine militaire. A Cuba se sont organisées la Tricontinentale et la OLAS, transformant l'île, pendant les années 60, en un pôle d'attraction ou d'irradiation révolutionnaire.

Le triomphe de la "guerrilla" cubaine obligea le Pentagone à changer sa stratégie militaire. Il comprit que le pouvoir atomique ne suffisait pas à "défendre le monde libre". Il y avait eu les leçons de la Chine, de la Corée et de l'Algérie. Le Pentagone élaborera alors la stratégie dénommée "réponse flexible", qui combine la défense atomique et la guerre anti-subversive. Par rapport à Cuba, les Etats-Unis essayèrent de :

- a) contenir la puissance militaire de la révolution en empêchant que celle-ci puisse compter sur des armes nucléaires (conflit des missiles) ;
- b) isoler Cuba économiquement et politiquement en l'expulsant de l'OEA et en établissant le blocus économique ;
- c) promouvoir les opérations contre-révolutionnaires internes et externes et
- d) empêcher à n'importe quel prix que des expériences similaires n'aient lieu en Amérique Latine, soit pas la voie armée, soit pas la voie électorale.

Les militaires latinoaméricains comprirent la menace cubaine pesant sur le sort de leur institution dans un processus révolutionnaire, -vu ce qui s'était passé dans le cas bolivien- et sur celui de la "Sécurité Nationale". On assiste alors à une généralisation du concept de subversion, qui arrive à désigner n'importe quel processus de transformations profondes. L'entraînement des officiers latinoaméricains dans la Zone du Canal de Panama et aux Etats-Unis s'intensifie. La guerre anti-subversive est devenue le sujet central.

Les poussées de mouvements de guérilleros, urbains ou ruraux inspirés par l'expérience cubaine, vinrent à confirmer dans la pratique, aux yeux des militaires, l'urgence d'orienter leur stratégie de la défense extérieure à la Sécurité Nationale. Presque toutes les armées latinoaméricaines ont eu pendant les dix dernières années l'expérience directe de la lutte contre les guérilleros. L'entraînement reçu s'est révélé efficace et l'action menée implaçable : les guérillas ont été vaincues. Cette expérience militaire chez des officiers n'ayant pas combattu dans des guerres extérieures, produisit un changement qualitatif de leur conscience politique, les inclinant dans la plupart des cas vers un mépris du gouvernement civil et à poser la nécessité historique de la direction militaire de l'Etat.

Il n'y eut pas seulement une réaction au niveau national mais aussi au niveau de l'hémisphère. On établit la théorie selon laquelle le système a le droit de se défendre en envahissant militairement un pays qui serait menacé par un conflit interne, comme cela a eu lieu dans la République Dominicaine. A cause des problèmes politiques que cette intervention produisit, les Etats-Unis et quelques gouvernements posèrent la création d'une force interaméricaine de paix, corps armé multinational permanent, qui serait appelé à agir dans n'importe quel pays de la

région où la stabilité du système se trouverait menacée. L'idée ne prospéra point, à cause de l'opposition de plusieurs gouvernements démocratiques, mais elle subsiste, latente, jusqu'à aujourd'hui dans les propositions répétées par certains régimes militaires afin de coordonner l'action anti-subversive et d'inclure la Junte Interaméricaine de Défense comme un organisme consultant de l'OEA.

La convergence de ces éléments débouche sur la formation de l'Etat militaire, spécialement dans le Cône Sud du continent. Face à la crise organique de la société, sous le poids international des Etats-Unis, une involution autoritaire étant en cours, les Forces Armées se lancent à l'assaut du pouvoir au nom d'une nouvelle alliance de classes et qui a comme éléments essentiels la bourgeoisie monopoliste transnationale et l'oligarchie terrienne et financière. Les militaires deviennent leur parti politique. Ils sont aussi "le parti politique de l'extérieur".

Il est évident qu'il n'y a pas une uniformité simplificatrice entre les diverses dictatures militaires. Il y a des profondes différences en ce qui concerne l'origine du nouvel Etat, les institutions du nouveau pouvoir, les politiques qui sont appliquées, etc. Mais il y a une identité de fond qui permet de parler, d'une façon générale, d'un nouveau type d'Etat, dont l'idéologie fondamentale est la doctrine de la Sécurité Nationale, dont l'institution essentielle est l'appareil de répression et d'intelligence, et dont la politique économique tend à un développement associé et dépendant du capital multinational.

Cet Etat, qui sous tellement d'aspects est atypique, doit être l'objet d'étude et d'analyse. C'est dans cet effort collectif de compréhension que le débat sur le fascisme dépendant en Amérique Latine, lié au fascisme extérieur des Etats-Unis, acquiert son importance. Nous croyons que tout ce qui a été écrit à ce sujet aide à expliquer la nature d'un processus nouveau et complexe, original, et permet ainsi d'ouvrir la voie à une alternative démocratique.

Une involution générale

Avec les dix dernières années disparaît une époque de grands espoirs et d'illusions, de grands désirs et d'espérances, dans laquelle le mot "changement" était arrivé à avoir une connotation mythique. L'Eglise Catholique, réunie à Medellin il y a presque 10 ans disait : "L'Amérique Latine est sous le signe de la transformation et du développement ... Cela indique que nous sommes aux portes d'une nouvelle époque historique, pleine du désir d'émancipation totale, de libération de tout esclavage, de maturation personnelle et d'intégrité collective". Peu nombreux étaient ceux qui imaginaient que l'avenir serait aussi sombre et que cette nouvelle période serait celle du militarisme fasciste.

Du multiple mouvement de transformation sociales et de libération, la seule chose qui demeure c'est la révolution cubaine. L'histoire semble se répéter. De même qu'en Europe, au début du siècle, des puissantes forces de changement se sont manifestées, dont il ne resta par la suite que la Révolution d'Octobre, tandis que le fascisme et le nazisme dominaient le continent, de même en Amérique Latine, le triomphe de Cuba qui pour beaucoup semblait devoir être le début d'un processus révolutionnaire aux dimensions continentales, a été suivi par la pire étape de l'histoire de nos pays, celle de la régression fasciste.

Cette analogie, bien qu'elle simplifie les choses, enferme une vérité fondamentale : les mouvements populaires, démocratiques et révolutionnaires latinoaméricains ont subi une défaite sans précédent. L'amplitude de celle-ci est difficile à percevoir. L'Amérique Latine est aujourd'hui, par rapport à l'Afrique et à l'Asie, le continent où la puissance de l'impérialisme et des forces nationales les plus rétrogrades sont les plus importantes.

Cela ne doit pas nous mener au désespoir mais à la réflexion. Nous ne pourrons sortir de cette situation que si nous sommes capables de repenser, avec un esprit critique, notre réalité et notre politique, en découvrant les erreurs et les insuffisances, afin de rendre vivante une alternative démocratique qui dépasse la crise endémique de nos sociétés.

Ceux qui aujourd'hui exercent le pouvoir de façon aussi absolue ne peuvent cependant résoudre la crise, mais cependant empêcher que d'autres le fassent. Ils peuvent la prolonger, l'amoinrir, la transformer, mais non pas la supprimer. Ils vivent dans et pour la crise. D'où l'essentielle précarité, structurelle plus que temporelle, de ces régimes de force. L'Etat militaire ne s'est pas consolidé institutionnellement. Les problèmes économiques deviennent plus aigus, comme le signalent les derniers rapports de CEPAL et du BID. Même le dénommé "miracle brésilien" a révélé la faiblesse de ses fondements.

Par ailleurs, nous assistons à un réajustement général des forces parmi les Etats et les pays du Cône Sud. Paradoxalement, l'ascension des militaires au pouvoir a ramené au premier plan, comme par un reflux, les anciens problèmes de prestige national et de domination géopolitique. Les disputes frontalières et d'influence ont augmenté. A ce propos, la situation des pays du Pacifique sud et de la Bolivie ainsi que les différends au sujet de la Cuenca del Plata sont révélateurs. On est même arrivé à parler de guerre, entre le Pérou et le Chili. La militarisation de la politique entraîne aussi une militarisation des relations internationales, soit dans la collaboration pour la répression, soit dans la tentation de résoudre les problèmes territoriaux en suspens. Une situation extrêmement dangereuse pour la paix internationale s'est ainsi créée, dont nous ne pouvons prévoir les débouchés. Mais ce serait réellement insensé que des pays aussi pauvres que les nôtres, qui devraient lutter unis pour un nouvel ordre économique international, s'affrontent

militairement et que le fléau de la guerre tombe sur nos peuples.

Nous devons nous efforcer, chacun dans son pays, de reconstituer un climat de paix internationale et de récupération démocratique interne.

Elements d'une alternative démocratique

Le dépassement de l'Etat militaire suppose la défaite politique des classes qui le forment et de leurs appuis internationaux. Pour atteindre cet objectif il n'y a pas d'autre chemin que la convergence de toutes les forces sociales, politiques et militaires aujourd'hui affectées par la domination oligarcho-monopoliste et qui soutenaient l'Etat libéral-populiste antérieur. Il s'agit de recomposer un bloc historique, dont la division interne rendit possible le triomphe du militarisme fasciste et la pénétration impérialiste, mais non pas pour revivre une forme d'Etat que l'histoire a dépassé et dont les déficiences contribuèrent aussi à la solution antidémocratique, mais pour créer un nouveau type d'Etat, qualitativement plus démocratique, national, pluraliste et populaire qui permette de faire face avec succès aux problèmes chaque jour plus difficiles du sous-développement. Il s'agit de faire converger les grands courants d'opinion d'origine populaire, ainsi que les groupes et les classes qu'ils représentent, autour d'un projet politique commun.

Il est certain que ce n'est pas facile. Il y a de multiples facteurs qui tendent à l'éviter, nationaux et externes, intéressés pas la reconstitution de la domination oligarcho-monopolistique, avec l'appui impérialiste, sous des formes nouvelles, dans la mesure où la crise de l'Etat devient plus aigue. Les forces de gauche doivent être capables, selon les modalités propres à chaque pays, de soulever un programme qui regroupe derrière lui l'immense majorité du pays, et qui lui permette de devenir un élément décisif de la direction de la société.

L'alternative démocratique se base sur la rencontre des forces de la gauche avec le monde chrétien, qui en Amérique Latine a un poids énorme. L'action de l'Eglise, ces dernières années, a conquis une immense sympathie populaire et celle-ci sera un facteur fondamental dans le cours des événements. Il ne s'agit pas ici de discuter en profondeur des conditions, modalités et conséquences d'une convergence de ce genre. Nous voulons cependant souligner l'importance qu'elle a pour l'avenir de l'Amérique Latine.

Le nouveau bloc historique s'exprimera par une réaffirmation de l'Etat-nation comme encadrement et direction du développement; en impulsant un processus de solidarité entre les peuples latinoaméricains et d'intégration autonome. Pour cela, il doit avoir la force suffisante pour redéfinir les relations avec les Etats-Unis, en partant du principe essentiel selon lequel il n'y a pas une communauté d'intérêts entre ce pays et l'Amérique Latine. Il faut affirmer l'unité latinoaméricaine

face aux Etats-Unis. Dans le domaine politique et militaire, cela suppose une réforme draconienne du système interaméricain : au concept de sécurité de l'hémisphère nous devons opposer celui de sécurité latinoaméricaine. Le Pacte Andin et le SELA indiquent un chemin à suivre.

Une politique de ce genre compterait sur l'appui des forces progressistes du monde et se heurterait inévitablement à l'impérialisme. Cependant, le changement qui a lieu dans la politique extérieure nord-américaine avec l'administration Carter, dont les dimensions réelles nous échappent encore, favorise l'instabilité des dictatures militaires et ouvre de nouvelles perspectives à la lutte démocratique en Amérique Latine. L'intention de normaliser les relations diplomatiques avec Cuba et de résoudre le problème du Canal de Panama signalent un changement positif dans la politique extérieure des Etats-Unis. Si les deux processus ont du succès, nous aurons, d'une part, la pleine réintégration de Cuba à la communauté latinoméricaine, la reconnaissance du pluralisme et de la détente en Amérique Latine et d'autre part, l'acceptation de la part des Etats-Unis d'une aspiration nationale importante du Panama.

La nouvelle politique de Carter a provoqué, comme nous le savons, des réactions incontrôlées de la part des dictatures militaires : refus de l'aide américaine, dénonciation du traité d'assistance militaire de la part du Brésil, déclarations outrées qui parlent de " interventionnisme américain " -alors que ceux qui s'expriment ainsi sont leurs esclaves- et de renaissance de l'esprit de Bolivar, alors qu'ils l'ont foulé aux pieds. Le Général Leigh a évoqué la contradiction entre le Pentagone et le Département d'Etat. Il y a une pression nordaméricaine afin de revenir à un gouvernement civil. Il semblerait qu'ils ont pris l'Equateur comme un premier essai : les militaires ont annoncé qu'ils abandonneront le pouvoir au début de l'année prochaine.

Cette politique de Carter, au delà des bonnes intentions, révèle que les Etats-Unis ont plus conscience de l'échec du modèle militaire. Même Kissinger, tirant des leçons de la situation portugaise, parlait déjà de la "nécessité de changer et de dépasser l'immobilisme". L'impérialisme cherche des voies de sortie qui lui soient favorables. C'est dans ce contexte de restructuration continentale, impulsée par les Etats-Unis, que les forces démocratiques doivent concevoir une politique unitaire qui leur permette de vaincre le fascisme militaire et les appuis impérialistes (qu'il a encore), de recomposer le tissu social et de diriger un processus de libération nationale et d'affirmation démocratique dans la perspective historique du socialisme .

Cette politique suppose la création d'un Etat démocratique de Droit, le transfert à l'Etat du centre de gravité du développement industriel, la fin de la grande propriété terrienne, la nationalisation des entreprises étrangères qui opèrent dans les secteurs clé et l'établissement de normes qui sauvegardent l'intérêt national et régional face au capital étranger, la redéfinition des objectifs et du genre de développement, la

participation active et organisée du peuple dans la direction de l'Etat et l'établissement de Forces Armées correspondant à cette nouvelle forme sociale.

L'hégémonie militaire en crise se maintient, en grande partie, à cause de l'absence d'une alternative démocratique de pouvoir. Avancer dans la formulation d'une politique qui définisse un pôle d'attraction anti-dictatorial, vers lequel convergent les forces socialistes et démocratiques, est une tâche de première importance pour renverser le reflux historique que nous vivons.
